

Tunisie

la révolution en marche



تونس : الثورة سائرة

Paris, le 15 janvier. Manifestation de soutien à l'insurrection tunisienne. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Le processus révolutionnaire en cours en Tunisie est un exemple pour le monde entier, à commencer par les pays arabes. Bien que Ben Ali ait fui le pays, le gouvernement provisoire n'a pas plus de légitimité et le combat pour la démocratie continue.

Il a fallu 29 jours de révolte, de manifestations réprimées dans le sang, de soulèvement de la jeunesse de Tunisie, de ses travailleurs, chômeurs, pour que le président Ben Ali prenne la fuite. C'est une révolte contre le chômage et la précarité mais aussi contre les humiliations quotidiennes, la dictature, la corruption organisée par le pouvoir et le népotisme. Deux exigences populaires se sont exprimées : le travail et les libertés, seules garanties d'un changement possible. De révoltes souvent spontanées, le mouvement a connu un tournant à partir de la nuit du samedi 8 janvier, où a démarré un vrai massacre des manifestants par la police et les milices du RCD, le parti au pouvoir.

Le 4 janvier, le courant opposé aux compromissions avec le régime avait fini par l'emporter au sein de l'UGTT, la centrale syndicale unique. Et le 11 janvier, liberté a été laissée aux structures intermédiaires d'appeler à des grèves générales régionales. À partir de là, c'est un authentique mouvement de masse qui fait éruption. Les manifestations organisées à Sfax, Sousse, Kasserine, Siliiana, Bizerte, Kairouan rassemblent des dizaines de milliers de travailleurs, chômeurs, étudiants et lycéens. Et la manifestation politique monstre qui a eu lieu vendredi 14 à Tunis - réponse nette à la promesse de Ben Ali de quitter le pouvoir en 2014 - entraîne la fuite du dictateur.

On ne sait pas encore ce que cette révolution en marche aura coûté aux travailleurs et à la population tunisienne en vies humaines. Beaucoup trop, bien sûr. Mais elle est un rappel du possible, pour tous les peuples opprimés du monde et ceux des pays arabes en particulier. Car c'est un peuple armé de sa seule détermination à se débarrasser de ce régime - l'un des plus durs au monde - qui a fait fuir Ben Ali. Et cela malgré l'appareil policier, les milices du pouvoir et le soutien des puissances impérialistes du monde entier, qui tentent de faire jouer la carte du chaos pour discréditer le mouvement populaire.

SUITE PAGE 2

Agenda

20 janvier, solidarité Tunisie, Paris. Rassemblement de soutien à la révolution tunisienne, à l'appel du Collectif de solidarité avec les luttes des habitants de Sidi Bouzid-Tunisie. RV à 18 heures, Fontaine des Innocents, Paris (M° Châtelet - RER Les Halles).

20 janvier, manifestation fonction publique, national. Appel à des manifestations unitaires dans tout le pays pour exiger la titularisation des contractuels de la fonction publique. À Paris, RV à 12 h 15 à Jussieu, en direction de la préfecture de Paris, boulevard Morland. (lire page 4)

20 janvier, rassemblement anti Loppis 2, Paris. Rassemblement et veillée aux flambeaux contre la loi Loppis 2, qui doit être votée le même jour au Sénat. RV à partir de 18 heures devant le Sénat, à l'angle de la rue Condé, Paris.

21 janvier, cinéma, Bordeaux. Projection du film *La classe ouvrière va au paradis* d'Elio Petri et débat avec Sergio Tornaghi et Olivier Doubre (*Politis*), en préambule à la 8^e édition des rencontres *La classe ouvrière, c'est pas du cinéma* (8-13 février). RV à 20 h 30 au cinéma Utopia, Bordeaux.

22 janvier, fête du NPA 27, Louviers. Fête du NPA 27 sur le thème « La santé, l'industrie du médicament, la protection sociale ». Table ronde avec Philippe Pignarre, Guy Trolley (CGT Sanofi Pasteur) et Jean-Claude Laumonier (commission nationale santé NPA). RV à partir de 16 heures, salle du Moulin, Louviers.

22 janvier, soutien Tunisie, Mulhouse. Rassemblement de soutien au peuple tunisien. RV à 13 h 30 devant le centre commercial Porte Jeune de Mulhouse.

24 janvier, BDS, Perpignan. Rassemblement de soutien aux trois inculpés du collectif 66 « Paix et justice en Palestine ». RV à partir de 13 heures devant le Palais de justice de Perpignan.

25 janvier, réunion publique, Paris. « Crise économique et résistance sociale en Europe », réunion publique avec Michel Husson (économiste, conseil scientifique d'Attac), organisé par le comité Paris 15^e arrondissement du NPA. RV à 19 h 30, salle du Patronage laïque, 72, avenue Felix-Faure (M° Boucicaud).

26 janvier, Louise-Michel, débat, Paris. Rencontre-débat sur la question du logement, avec Bruno Cousin, sociologue. RV à 18 h 30 au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

4 février, Louise-Michel, débat Paris. Débat public coorganisé par la Société Louise-Michel et la Maison verte : « Individus, capitalisme, émancipation ». RV de 19 heures à 22 h 30 à la Maison Verte, 127-129 rue Marcadet - Paris 18^e (M° Jules-Joffrin ou Lamarck).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Tunisie : la révolution en marche

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Le dictateur est tombé, mais pas la dictature

Cette marche vers l'émancipation ne fait que commencer. Le RCD et tout l'appareil d'État sont encore en place, intacts. Mais la détermination des Tunisiens l'est tout autant, ils comptent poursuivre la lutte jusqu'à la victoire : la chute réelle de tout ce régime, et pas seulement son remplacement sous une forme plus « présentable ». Le principal mot d'ordre « *Ben Ali casse-toi* » a été mis à jour à la suite de son départ précipité. C'est aujourd'hui « *RCD dégage* » et « *Mbazaa dégage* » que le peuple commence à formuler (Mbazaa est le président de l'Assemblée nationale qui assure l'intérim du pouvoir). Même si quelques strapontins ont été offerts à des représentants de l'ancienne « opposition » dite légale, la poursuite de la mobilisation a contraint la plupart d'entre eux à démissionner : le 18 janvier, il n'en restait plus qu'un qui se cramponnait à son siège. Tout le monde se pose désormais la question : « *par quoi remplacer le RCD ?* » Beaucoup de militants de longue date, qui ont mérité la

confiance des travailleurs et des populations de leur région, ont activement participé à cette révolte et prouvé leur capacité à s'organiser et à se mobiliser dans des conditions difficiles : jeunes, avocats, militantEs des droits de l'Homme, féministes, syndicalistes, etc. Quant aux partis d'opposition - affaiblis et marginalisés par le régime de Ben Ali - ils sont aujourd'hui divisés entre ceux qui veulent entrer dans le gouvernement de coalition avec le RCD et ceux qui refusent une telle compromission. Des slogans des manifestants et des mots d'ordre des militants ressortent un certain nombre de tâches évidentes : libérer toutes les victimes de la répression politique et sociale et les réintégrer dans leur emploi ; arrêter et traduire devant la justice (une fois celle-ci assainie) les tortionnaires et les responsables de la corruption ; dissoudre tous les organes constitutifs de cet État policier et démanteler le RCD ; restituer les biens accaparés par la mafia de l'ancien régime ; élire une Assemblée constituante qui réécrira la Constitution, aujourd'hui taillée sur mesure pour Ben Ali et le RCD ; engager des

changements économiques radicaux pour sortir la Tunisie du chômage de masse et d'une situation de totale dépendance vis-à-vis de ses partenaires européens.

Aujourd'hui, le NPA est pleinement solidaire de la lutte du peuple tunisien et doit être plus que jamais actif. Nous exigeons : le gel dans le monde et la restitution au peuple tunisien de tous les avoirs des dirigeants et patrons tunisiens liés au régime Ben Ali et la dénonciation des accords qui soumettent l'économie tunisienne aux intérêts des bourgeoisies européennes et en particulier française.

Face à la crise mondiale du capitalisme, les travailleurs et la population de Tunisie nous montrent la seule issue possible : la lutte la plus résolue. S'organiser et lutter ici pour une alternative à l'ordre mondial capitaliste et à l'impérialisme qu'il porte en lui, c'est aussi un soutien à tous les peuples opprimés, tout comme leurs luttes sont un soutien et un véritable encouragement pour nous.

Commission Maghreb du NPA

regards



Olivier Le Cour Grandmaison (DR)

Propos recueillis par François Brun

APPEL **Supprimons le ministère de la Honte !**

L'universitaire Olivier Le Cour Grandmaison a lancé avec Jérôme Valluy un appel pour une manifestation nationale et unitaire contre le ministère de l'Immigration et sa politique. Cette manifestation doit se dérouler au mois de mai 2011, à la date anniversaire de la création de ce ministère.

Pourquoi cette initiative ?

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République et la création, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, nous sommes confrontés à la pire des politiques mise en œuvre contre les étrangers en situation irrégulière. Aux bricolages électoralistes, populistes et déjà xénophobes de Charles Pasqua, lorsqu'il sévissait Place Beauvau, a succédé un imposant dispositif politique, juridique, administratif et policier qui ravale les charters de cet ancien ministre au rang de gesticulations sans lendemain. L'instauration, sans précédent également sous la 5^e République, d'un véritable plan quinquennal d'expulsions témoigne aussi de la radicalisation de cette politique répressive qui s'est soldée par les renvois forcés de 29 796 étrangers en 2008, 27 000 en 2009 et près de 28 000 en 2010. Sur ce point précis, la disparition du ministère précité à la suite du pseudo-débat, nauséabond aussi, sur « l'identité nationale », ne change rien aux orientations qui seront appliquées ; Brice Hortefeux et plusieurs conseillers de l'Élysée l'ont confirmé à la suite du remaniement ministériel de novembre 2010. Sous la houlette du chef de l'État, pour des motifs sordidement électoralistes et pour satisfaire une petite fraction de Français que l'UMP dispute au Front national, ce gouvernement persévère donc. Pire, il s'apprête à durcir une nouvelle fois la législation opposable aux étrangers comme le prouve le projet de loi Besson bientôt défendu au Sénat par l'actuel ministre de l'Intérieur. Face à cette offensive inlassablement poursuivie et qui risque de s'aggraver plus encore lors des élections présidentielles à venir en raison de la concurrence acharnée à laquelle se livrent sur ces questions, entre autres, le parti du Président et une extrême droite revigorée, face à cette offensive donc qui menace toujours plus gravement le droit d'asile et des libertés fondamentales, viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France, il faut, au-delà des actions locales, courageuses et nécessaires pour lutter au jour le jour contre les arrestations et les expulsions des étrangers en situation irrégulière, organiser une riposte enfin nationale et unitaire en exigeant la suppression du ministère de l'Immigration et des Expulsions, qui perdure aujourd'hui sous une autre forme, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.

La manifestation est prévue en mai. Pourquoi s'y prendre si longtemps à l'avance ?

Chacun s'accorde à penser que les mobilisations ne se décrètent pas et chacun estime aussi, c'est une conséquence, qu'elles doivent donc être l'objet de préparations minutieuses et souvent longues. En quoi la lutte contre la politique migratoire de ce gouvernement ferait-elle exception ? En rien bien sûr et si l'on veut être en mesure de dépasser le nombre de ceux qui, organisés ou non, ont l'habitude de manifester contre les expulsions et pour la régularisation des sans-papiers, il faut se donner

le temps de la préparation et de la mobilisation. Avec les organisations politiques, syndicales et les associations qui ont déjà signé l'Appel, avec celles qui le feront, je l'espère, dans les semaines qui viennent, nous souhaitons voir se développer, partout en France, des comités unitaires et locaux afin que toutes les personnes qui condamnent cette politique inique et répressive puissent s'associer et être associées à cette préparation en multipliant les initiatives pour faire des manifestations du mois de mai le point culminant d'une véritable mobilisation populaire, massive et si possible durable. Pour le sujet qui nous occupe, notamment, ce gouvernement est trop longtemps resté fort de la faible riposte et des initiatives dispersées des gauches parlementaires et radicales, des syndicats de salariés, d'étudiants et de lycéens, et des associations diverses. Il ne suffit pas, en effet, de crier « Résistance », il faut l'organiser désormais et lui donner corps, ce à quoi nous devons tous travailler dans les mois à venir.

Appel pour une manifestation nationale et unitaire contre le ministère de l'Immigration et sa politique

Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 était créé, pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement. Depuis, des dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris dans un pays en guerre comme l'Afghanistan. Voulu par le chef de l'État, mise en œuvre par ses gouvernements successifs, le ministère de l'Intérieur aujourd'hui, et soutenue par l'UMP et ses alliés à l'Assemblée, cette politique est inacceptable car elle viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. À cela se sont ajoutés les effets désastreux du pseudo-débat sur l'identité nationale puis la chasse aux Roms. Pour que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux, menace gravement le droit d'asile et ruine l'existence des personnes étrangères visées, nous appelons à une manifestation nationale et unitaire au mois de mai 2011, à la date anniversaire de la création du ministère de l'Immigration qui perdure aujourd'hui sous une autre forme. Nous exigeons sa suppression, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.

Compte tenu des signatures nombreuses réunies par l'appel, nous vous proposons une première réunion : **lundi 24 janvier 2011 à 19 heures dans les locaux de la Fasti, 58 rue des Amandiers, 75020 Paris (M°Père-Lachaise).**

Pour signer l'appel : www.reseau-terra.info/wordpress

Mélenchon en pôle position ?

La décision de la direction du PCF de soutenir Jean-Luc Mélenchon pour les présidentielles ne fait pas l'unanimité au sein du Front de gauche.

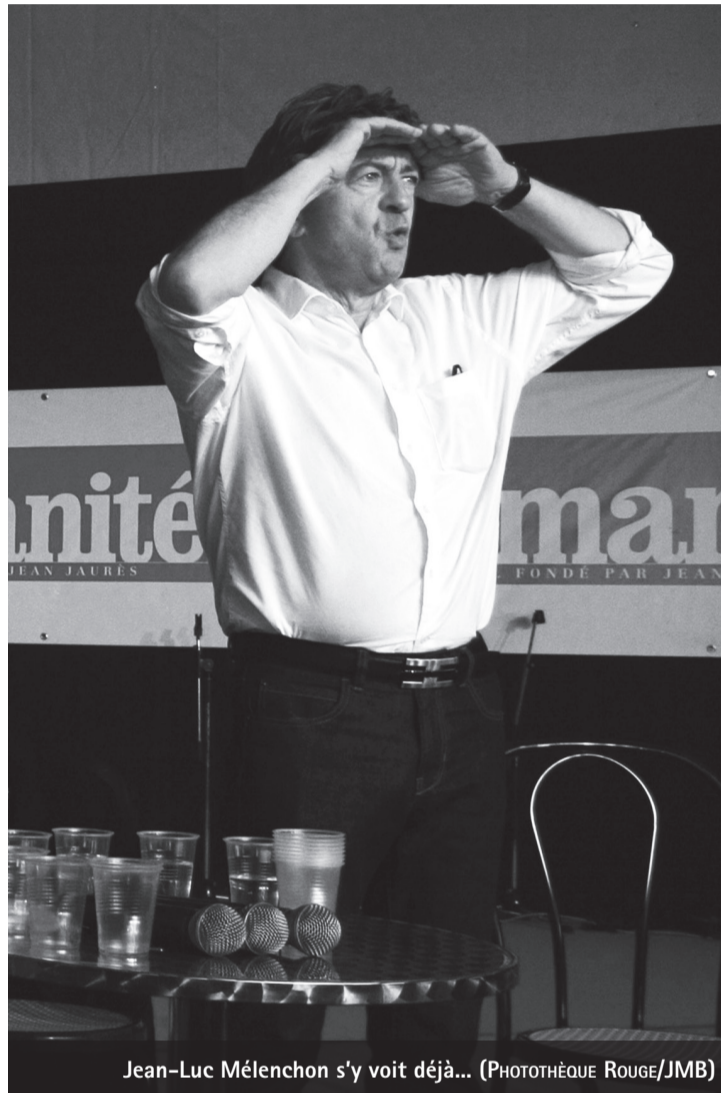
Que Jean-Luc Mélenchon soit candidat à la candidature pour l'élection présidentielle de 2012 n'est pas exactement un scoop. C'est une idée dont un plan médiatique offensif a permis de renforcer la crédibilité dans l'opinion. La nouveauté, que nous évoquons brièvement dans les colonnes de *Tout est à nous!* la semaine dernière, réside dans le fait que la direction du PCF aurait décidé de soutenir cette candidature, qui deviendrait donc celle du Front de gauche en sautant la case des primaires. À cette étape, les formules demeurent prudentes, et Mélenchon l'est tout autant, qui prend acte sur son blog de « la décision prise par les communistes de proposer un candidat commun du Front de gauche à l'élection présidentielle, en liant cette campagne à celle des législatives ».

On peut s'interroger sur la situation d'un PCF dont la direction ne pense pas être en mesure de proposer un candidat à l'élection présidentielle. C'est le reflet des difficultés d'un parti pris en tenailles : le Front de gauche lui permet de reprendre son souffle, mais la bataille engagée par Mélenchon pour lui disputer l'hégémonie sur le champ politique qui était encore le sien précipite sa crise. Cela dit, les données sont celles-là depuis la création du Front de gauche, et en cela, la décision présumée de la direction du PCF n'est guère surprenante. Il fallait toutefois convenir des conditions politiques d'un tel accord. L'une est fort prosaïque, mais déterminante, puisqu'il s'agit de la répartition des élus potentiels aux élections, cantonales d'abord, législatives ensuite. Le

co-président du PG n'en fait pas mystère. Dans ses vœux pour 2011, il explique pourquoi il considère que le candidat du Front de gauche doit être issu du PG : c'est en réalité la seule « occasion de manifester » la « diversité » de ce rassemblement puisque « il y aura 90 % de candidats communistes » aux cantonales de mars prochain et « 70 à 75 % » aux législatives de 2012. La seconde tient à la stratégie générale du Front de gauche vis-à-vis du PS. La première condition, à savoir la préservation du maximum d'élus du PCF, dépend de la préservation du lien au PS... Le texte proposé par le Conseil national du PCF évoque l'objectif d'une « majorité de gauche », Pierre Laurent indique qu'il s'agit de faire une majorité avec le PS. Il faut donc tempérer les ardeurs de Mélenchon, qui, tout en n'ayant pas le même rapport de dépendance vis-à-vis du PS, n'a d'autre choix, pour maintenir le Front de gauche, que de continuer à entretenir l'ambiguïté, notamment sur la participation à un gouvernement avec les socialistes.

UNE POSITION AMBIGUË

Cela étant, cet accord, vraisemblablement conclu au sommet, est nécessairement instable, pour au moins trois raisons de natures différentes. D'abord, nul ne peut prédire la réaction des militantes et militants communistes, à qui l'on demande de se ranger derrière un ancien proche de François Mitterrand, qui assume ouvertement son héritage et a passé sa vie dans le système dont il conteste aujourd'hui la dimension médiatique. Faute d'avoir obtenu l'onction de la direction, André Chassaigne pourrait fédérer les mécontents.



Jean-Luc Mélenchon s'y voit déjà... (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

Ensuite, l'ambiguïté risque d'être difficile à maintenir. En effet, il faudra bien répondre à la question de la participation à un gouvernement et une majorité avec les socialistes, quand elle sera posée concrètement. Une fois le candidat PS déclaré et la campagne sur les rails, la possibilité de poser des conditions au PS va singulièrement s'affaiblir. Nul besoin d'être très radical pour considérer par exemple qu'il est peu vraisemblable que DSK remette en cause le traité de Lisbonne... Enfin, la situation peut être modifiée par l'irruption

de la « gauche sociale » mobilisée à l'automne sur le terrain politique. La colère, le refus de payer la crise, la volonté d'affronter le gouvernement, qui se sont exprimés dans le puissant mouvement social de l'automne doit trouver sa traduction politique. Du point de vue du NPA, c'est la question du rassemblement des anticapitalistes qui est posée, afin de combiner, dans les mobilisations et les élections, unité et indépendance.

Ingrid Hayes



Par Alain Pojolat

La révolution tunisienne montre la voie

Le peuple tunisien vient de démontrer avec éclat qu'aucune dictature, même soutenue par les plus grandes puissances politiques et financières, n'est éternelle. Ben Ali, le dictateur honni, a fui honteusement, comme naguère Ceausescu avait fui son palais. Les colosses aux pieds d'argile ne peuvent rien lorsque les peuples se lèvent et décident collectivement de leur sort.

Il est aujourd'hui trop tôt pour évaluer les rebondissements institutionnels de la nouvelle situation en Tunisie, l'histoire de cette révolution ne fait que commencer. Mais comment ne pas voir à quel point l'exemple tunisien télescope d'autres réalités vécues, tout aussi dramatiques, que ce soit l'absence de libertés démocratiques élémentaires ou l'accaparement des richesses par une minorité de privilégiés ! Comment ne pas entendre en écho les jeunes manifestants algériens quand ils réclament au même moment des emplois et un logement et que certains d'entre eux vont jusqu'à s'immoler par le feu, suivant l'exemple de Mohamed Bouazizi. Le gouvernement algérien croit-il pouvoir encore longtemps museler une jeunesse, elle aussi avide de liberté ? Croit-il qu'en choisissant la voie de la répression comme il le fait en arrêtant Ahmed Badaoui, principal animateur de l'association pour les libertés syndicales, il pourra échapper à la lame de fond de l'urgence démocratique qui s'exprime au Maghreb ?

Au-delà de la Tunisie et de l'Algérie, la plupart des États réactionnaires du Maghreb et du Moyen-Orient sont secoués par des mouvements populaires massifs de riposte aux effets de la crise. Le « modèle tunisien » monté en épingle par les charlatans du FMI et de la Banque mondiale voulait cacher l'absence de liberté et la réalité sociale dramatique que vivait la plus grande partie de la population. Ils entendaient imposer les mêmes crédos du libéralisme aux États membres de la Ligue arabe et à leurs habitants. Le mouvement populaire tunisien a su abattre la dictature de Ben Ali, il en reste une, toujours en place à laquelle nous devons nous attaquer : la dictature du FMI !

Ben Ali, leur ami

Quel spectacle aussi pitoyable qu'écoeuvrant que celui offert par le gouvernement français et, au-delà, par la classe politique ! Heureusement que le peuple et les démocrates tunisiens savaient n'avoir rien à attendre de la part de ceux qui furent les sponsors, les amis et les protecteurs de Ben Ali...

On sait que Bertrand Delanoë séjourne souvent en Tunisie où il est né. Est-ce une raison suffisante pour, jusqu'au dernier moment, se complaire dans l'ambiguïté : « Mes amis tunisiens, quelles que soient leurs opinions et elles sont différentes, souhaitent que je sois à leurs côtés ? » Ami avec tout le monde, c'est un métier ! Et ce n'est sûrement pas son camarade Dominique Strauss-Kahn qui lui fera des remontrances. En effet, il y a deux ans, DSK a été décoré du grade de Grand officier de l'ordre de la République,

justement par... Ben Ali ! Dans son discours de remerciement, le « directeur exécutif » du FMI n'hésitait d'ailleurs pas à faire l'éloge sans retenue du régime : « la politique économique qui est conduite est saine, et je pense que c'est un bon exemple à suivre pour beaucoup de pays ».

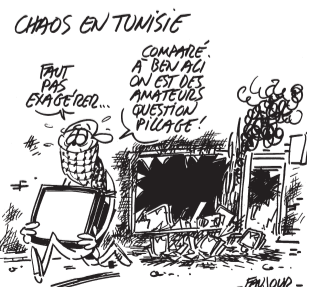
Peut-être, après tout, ces deux éminences du PS se souvenaient-ils que Ben Ali avait fait partie – comme Laurent Gbagbo, un autre grand démocrate ! – de l'Internationale socialiste... Mais, bien sûr, c'est à droite et au sein du gouvernement que l'on a pu entendre les déclarations les plus ignobles. Étant entendu que, pour une fois, le Président a été d'un mutisme aussi total qu'inhabituel. Sans doute le lâchage d'un complice est-il un exercice compliqué qui nécessite un peu de temps... Par contre, pour leur honte, quelques ministres peu clairvoyants sur

l'évolution de la situation, ont cru bon de voler au secours de la dictature. Ainsi, pour Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, « dire que la Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré ». Bruno Lemaire, son collègue à l'Agriculture, n'était pas en reste : « Je n'ai pas à qualifier le régime tunisien. Je suis français, je n'ai pas à juger de l'extérieur comme ça un gouvernement étranger ». Mais, en fait, il a quand même une conviction assez précise sur le sujet : « Le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé, mais il a fait beaucoup de choses ». Mais, naturellement, la palme de l'abjection revient sans conteste à Michèle Alliot-Marie. Alors que des dizaines de manifestants tombaient sous les balles de la police de Ben Ali, la responsable de la diplomatie française proposait

cyniquement de faire bénéficier la Tunisie... « du savoir-faire de ses forces de sécurité », ajoutant : « L'apaisement peut reposer sur des techniques de maintien de l'ordre ». Il est sûr que, depuis la guerre pour l'indépendance de l'Algérie, la police et l'armée françaises ont laissé aux peuples du Maghreb d'inoubliables souvenirs en matière de « maintien de l'ordre » :

exactions, massacres et tortures ! Sans doute ce qu'Alliot-Marie appelle du « savoir-faire »...

François Coustal



en bref...

Fonction publique : journée nationale de mobilisation contre la précarité. Avec un million de non-titulaires, l'État, les collectivités territoriales et les hôpitaux sont les premiers employeurs de salariés précaires en France (voir le dossier dans *Tout est à nous!* n° 85). Alors que des négociations ont été entamées entre le gouvernement et les syndicats depuis le 11 janvier, les propositions du ministre ne peuvent être satisfaisantes. En effet, loin d'un plan de titularisation, il ne s'agit que d'ouvrir le concours en vue d'une titularisation aux seuls bénéficiaires d'un CDI, soit 5 % des non-titulaires. Pour les autres, ceux dont la situation est la plus fragile, les vacataires qui exercent parfois depuis des années le même métier que des titulaires, la précarité resterait de mise. C'est pourquoi, ce jeudi 20 janvier, une mobilisation nationale est organisée à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires. En région parisienne, elle commencera

par une assemblée générale à la Bourse du travail de Saint-Denis (à 9h30). Des rassemblements se tiendront à 12 heures devant les préfectures de Bobigny, de Melun, de Créteil et, à Paris, une manifestation partira de Jussieu à midi et se dirigera vers la préfecture. Face à ce gouvernement dont le seul but est de supprimer des postes de fonctionnaires pour les remplacer (pas toujours) par des salariés précaires, corvéables à merci, il est urgent de se mobiliser.

Pour trouver du travail il faut être belle. Pôle emploi organise, à l'intention des femmes qui recherchent un travail, six journées « Relooking » à Paris. Ces journées, destinées à des chômeuses de longue durée sélectionnées, sont organisées avec la participation de la fondation « caritative » Ereel. On leur apprend à se maquiller, à « bien » se présenter, à s'habiller « correctement ».

Il s'agit de « redonner goût à la vie » à des femmes qui désespèrent à force de chercher du travail. Les chômeuses ont la chance de bénéficier des conseils de « parrains » et de « marraines » de la haute société qui s'y connaissent en travail, telles l'épouse du Premier ministre, Pénelope Fillon, ou le député UMP Bernard Debré. Les femmes, contrairement aux hommes, doivent, pour espérer un travail, « être à l'aise dans leur corps » et avoir un bon brushing. Cette opération insultante et sexiste est organisée avec les fonds d'un service prétendument public.

Fiat : de la Pologne à Turin, chantage à l'emploi. Les salariés de l'usine historique de Fiat à Turin se prononçaient les 13 et 14 janvier, par référendum, sur les propositions de la direction concernant l'accroissement de la productivité. Ce chantage s'inscrit dans la politique de destruction des accords collectifs déjà amorcée sur le site de

Pomigliano et la mise en concurrence avec le site polonais de Tichy. La direction menaçait de renoncer à l'investissement d'un milliard d'euros prévu pour l'usine si l'accord, signé par tous les syndicats sauf la Fiom, était repoussé : « Le déménagement de production de l'usine de Turin pour les États-Unis est une option si un accord n'est pas atteint ». L'accord prévoit le licenciement en cas d'absentéisme jugé trop important par l'employeur, la rotation accélérée des équipes, la réduction des pauses. Les syndicats qui ne signeraient pas l'accord seraient exclus du droit de représentation. Le « oui » l'a emporté d'une courte majorité (54,3 %) lors du référendum auquel ont pris part 95 % des 5 431 employés du site. Seule l'organisation d'une riposte internationale pourra arrêter cette régression sociale sans précédent.

Double Pen

Le 14^e congrès du FN s'est achevé le 16 janvier par la victoire prévisible de Marine Le Pen dans la course à la présidence du parti. Cette victoire met un terme à 38 années d'un FN exclusivement dirigé par Le Pen père. En outre, elle marque l'échec de l'option proposée par Bruno Gollnisch visant à réintégrer les anciens exclus du parti en insistant sur les fondamentaux de l'extrême droite traditionnelle. Elle souligne par ailleurs le succès de la stratégie de dédramatisation opérée par Marine Le Pen auprès de militants sans doute également séduits par les victoires électorales de la candidate.

Les thèmes mis en avant lors de la campagne interne ont déjà été rappelés au cours d'un discours de clôture aux avant-goûts prononcés de campagne présidentielle. Présentant le parti comme ultime défenseur de la République¹, d'un État fort et de la laïcité, le propos développé depuis déjà quelques années chasse, dans une période de crise, sur les terres traditionnelles de la gauche. Fustigeant « le démantèlement de nos économies et la destruction de nos emplois », Marine Le Pen souligne le rôle qu'elle entend faire jouer à l'État – cité 46 fois! – dans la lutte « contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi ». Elle souhaite éliminer les privilèges, développer les solidarités et remettre cet État entre les mains du peuple au nom de la démocratie... Marchant dans les derniers pas de son père, elle cite Jaurès et dénonce cette « gauche du FMI » qui a trahi. Au nom de ce nouveau cache-sexe au racisme qu'est devenu la « laïcité » dans la bouche de l'extrême droite, elle s'en prend aux musulmans.

Après une campagne interne tendue, la fille du menhir rafle 67 % des suffrages exprimés. Cette accession au sommet fait déjà grincer des dents en interne. Dès la proclamation des résultats, Roger Holeindre, co-fondateur du parti et indéfectible soutien à Jean-Marie Le Pen, annonce son départ, tout comme Farid Smahi, soutien de Gollnisch écarté du bureau politique. Loin de calmer les esprits, l'entrée de Laurent Ozon, personnalité proche du Bloc identitaire à la direction du parti, confirme les rapprochements qui pourraient s'opérer entre les deux courants d'extrême droite.

Une explosion du FN semble inconcevable pour l'heure. Contrairement à ce qui s'était produit en 1998 avec le départ de Bruno Mégret, Gollnisch, bien qu'ayant refusé d'être le « premier vice-président » a annoncé qu'il n'avait nullement l'intention de quitter le navire de la Marine. S'ils décrochent 42 des 100 sièges du comité central, les partisans du perdant doivent cependant se contenter de 10 places sur 42 au bureau politique.

Les emprunts rhétoriques répétés de Marine Le Pen à la gauche, la sympathie dont elle bénéficie dans de nombreux médias ou au sein de l'UMP doivent mettre en garde le monde du travail : malgré un changement d'emballage, le FN demeure bien un parti d'extrême droite d'autant plus dangereux – l'agression d'un journaliste par son service d'ordre est là pour en témoigner² – qu'une partie de son discours raciste est désormais reprise au plus haut sommet de l'État.

Raoul Guerra

1. Le point d'orgue étant le final aux accents très gaullois.
2. Commentaire de Jean-Marie Le Pen : « Le personnage en question a cru pouvoir dire que c'est parce qu'il était juif qu'il avait été expulsé... Ça ne se voyait pas ni sur sa carte ni sur son nez, si j'ose dire ».

Lire également *Tout est à nous!* n° 83 et 84.

À la santé du Medef !

Pendant que Sarkozy imposait la réforme des retraites, dans les bureaux du Medef on préparait déjà le « coup d'après » contre la Sécurité sociale.



Mediapart a révélé un projet de note interne de la commission santé du Medef. Datée du 2 novembre 2010, elle définit le programme de privatisation de l'assurance maladie et de l'hôpital public. Considérant que les mesures partielles ont désormais fait leur temps, le Medef appelle à une « réforme structurelle » applicable au plus tard après 2012.

Le patronat confirme dans cette note qu'il ne s'agit pas pour lui de réduire les dépenses de santé mais de restreindre au minimum l'espace de la Sécurité sociale et de l'hôpital à la part non rentable des soins... pour ouvrir et élargir sans aucune limitation le place du marché de la santé. La note le dit sans ambiguïté : « La priorité ne réside pas dans un plan de maîtrise des dépenses, mais dans un plan d'optimisation de l'offre de soins ».

Le Medef veut en même temps s'exonérer définitivement du financement de ce qui restera de l'Assurance maladie en faisant disparaître progressivement les cotisations sociales des employeurs et en les remplaçant par l'impôt... payé

pour l'essentiel par les salariés. La note se montre par contre beaucoup plus « ouverte », quant au financement des assurances privées : « il serait contreproductif d'augmenter les charges sociales obligatoires de l'entreprise au bénéfice de l'AMO [...] il existe plus de flexibilité pour le financement de l'AMC ».

Pour privatiser le système de santé, les deux cibles principales du Medef sont les affections de longue durée (ALD) et l'hôpital. Les ALD sont les maladies chroniques, longues et « coûteuses », dont les soins sont jusqu'à présent remboursés à 100 % par la Sécu. Elles sont au cœur du droit à la santé créé par celle-ci : chacun doit être soigné selon ses besoins, quels que soient ses moyens. Une absurdité pour un assureur. Pour lui chacun doit contribuer en fonction du « risque » qu'il représente. Diabétiques, malades du sida, du cancer, personnes âgées, vous consommez plus de soins, c'est donc à vous de payer le plus : voilà la logique implacable et inhumaine du Medef. Pour cela il préconise un durcissement extrême des conditions d'admission en ALD, une limitation draconienne de la part des soins remboursés à

100 % et une « sortie » d'ALD dès que le patient va mieux, alors qu'il s'agit de pathologies chroniques qui nécessitent une continuité de la prise en charge !

Si le Medef se déclare satisfait de la contre-réforme de l'hôpital, notamment la loi Bachelot, celle-ci doit être « poursuivie à un rythme soutenu jusqu'à son terme » selon la note qui déplore le « recours excessif » à l'hôpital et la « productivité insuffisante » de celui-ci. Elle exige « hors certaines missions de service public à circonscrire », la mise en concurrence stricte des établissements publics et privés par la « convergence tarifaire ». Les cliniques privées pourront donc accroître leurs « parts de marché » sur le traitement des pathologies les plus rentables, en sélectionnant les patients, pendant que les établissements publics devront accueillir les pathologies et les malades les plus lourds (et donc les plus « coûteux »), avec des moyens insuffisants.

Les portes étant ainsi ouvertes aux assurances et à l'hospitalisation privée, le Medef rêve de conquérir de nouveaux espaces, en ouvrant largement le marché de la médecine de

ville, qui doit désormais lever des assurances complémentaires et non plus de la Sécu.

Pour cela il faut faire de la médecine libérale une affaire rentable qui doit être selon la note « mieux encadrée ». On y retrouve des propositions qui ressemblent étrangement à celles du rapport Hubert de la réforme de la médecine libérale actuellement sur le bureau de Sarkozy : limitation des actes médicaux aux actes « à forte valeur ajoutée », transfert des autres actes vers d'autres professionnels, création de maisons médicales « qui devrait faire appel à l'esprit entrepreneurial du médecin »...

S'ajoutant aux projets gouvernementaux sur la dépendance, cette note trace la voie d'un changement « systémique » dont la conséquence serait la fin du droit aux soins. Elle conforte l'urgence de la campagne santé/dépendance engagée par le NPA et proposée aux autres forces politiques, et l'urgence d'une mobilisation unitaire.

Jean-Claude Laumonier

1. Assurance maladie obligatoire (Sécu) et complémentaire (assurances).

Après l'attentat d'Alexandrie

ÉGYPTE. L'attentat qui a frappé la communauté chrétienne copte à Alexandrie est un indice de plus de l'emprise croissante des idées extrémistes chez certains musulmans égyptiens.



L'attentat du 31 décembre survenu à la sortie d'une église copte du quartier de Miami à Alexandrie, a fait 23 morts et près de 80 blessés.

La communauté copte représente à elle seule la moitié des chrétiens du Proche-Orient. Les coptes représentent 8 à 10% des 82 millions d'Égyptiens.

Depuis de longues années, le pouvoir en place a donné des gages aux musulmans radicaux en augmentant les discriminations que les coptes subissent. Des professions leur sont interdites, comme professeur d'arabe ou juge. Ils n'ont pas le droit de restaurer une église sans un permis qui leur est rarement accordé sans des années de procédures, alors qu'on peut transformer n'importe quel local en mosquée sans aucun problème (ce qui permet de plus d'exonérer le propriétaire de taxe). Les rumeurs racistes qui rappellent les rumeurs antijuives (riches et complotant contre les musulmans), ne sont pas combattues dans les médias, pire elles peuvent même y être relayées.

Le gouvernement dictatorial de Hosni Moubarak a immédiatement tenté d'imputer la responsabilité de l'attentat à des étrangers (Irakiens, Al-Qaïda et même le Mossad), contre toute évidence puisque

l'explosif utilisé était de fabrication locale. Cela dit, on ne peut exclure des complicités avec des étrangers. Le gouvernement essaye encore une fois de minimiser l'attentat comme il l'avait fait l'an dernier après la fusillade de Nag Hamadi qui avait fait six morts après la messe de minuit, pour masquer sa complicité de facto avec les musulmans radicaux concernant les coptes. Ceux-ci ne s'y sont pas trompés qui ont manifesté bruyamment lorsque le prêtre a voulu transmettre les condoléances du président pendant l'office funèbre. Comble de l'hypocrisie, les rues d'Alexandrie et du Caire ont été balisées de quantité d'affiches officielles proclamant l'attachement à l'unité nationale avec croix et croissant mêlés, accompagnées d'affiches avec le portrait de Gamal Moubarak, le fils, qui briguera sans doute la présidence l'an prochain.

Fait nouveau et plus intéressant, les réseaux sociaux ont mobilisé des groupes de soutien aux coptes avec la participation des rares forces d'opposition : le mouvement d'ElBaradei, les Jeunes du 6 avril et Kefaya. Les rassemblements n'ont cependant regroupé que peu de monde : au Caire, le 6 janvier on ne comptait que 200 manifestants pour 500 membres des forces de l'ordre qui, pour une fois,

les ont laissé crier les slogans «Un seul peuple, un seul destin, un seul pays!», «Un musulman, un chrétien = un Égyptien!», «Si être chrétien est un chef d'accusation, alors inculpez-moi!»

La situation semble encore plus instable qu'en novembre où le pouvoir a verrouillé les législatives, empêchant ainsi toute élection de députés d'opposition y compris les Frères musulmans. Le pouvoir semble à bout de course, de la même façon qu'au Maghreb : il n'a rien à offrir aux centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, même avec des diplômes universitaires. De plus, l'augmentation du prix du blé sur le marché mondial risque de provoquer de nouvelles émeutes de la faim puisque le pain est la base de l'alimentation des Égyptiens.

Les réactions à l'étranger, dont la France, sont perçues, vu d'Égypte, pour le moins hypocrites et islamophobes venant de responsables qui se fichent du sort des millions d'Égyptiens, musulmans ou coptes, et soutiennent depuis des décennies un régime corrompu, dictatorial et vomé par les masses.

Hoda Ahmed, à Alexandrie

Une indécente augmentation

BRÉSIL. Le PSOL est le seul parti qui a voté contre l'alignement des salaires du Congrès sur ceux des magistrats du Tribunal suprême fédéral.

Le groupe PSOL à la Chambre des députés a été le seul à manifester son opposition au réajustement qui aligne les traitements des députés, sénateurs, ministres, le vice-président et le président de la République brésiliens sur ce que gagnent les magistrats du Tribunal fédéral suprême. Voté le 15 décembre à la Chambre, puis au Sénat, le projet de décret législatif 3036/2010 a fixé le traitement mensuel pour ces charges à 26 723 réals (12 292 euros) à partir du 1^{er} février 2011. Actuellement, leur montant s'élève à environ 16 000 réals (7 360 euros).

Le groupe PSOL a présenté une proposition alternative, aux termes de laquelle le réajustement serait aligné sur l'indice de l'inflation pour la période considérée ; proposition repoussée par l'immense majorité des députés, qui ont voté une augmentation de 62% de leur propre salaire.

«Le projet voté fait que le traitement des parlementaires atteint le plafond de la haute fonction publique. Cela a un impact immense sur les comptes publics et suscite l'incompréhension de la population. Alors que nous en sommes à discuter si le salaire minimum doit être de 540, 560 ou 580 réals, (248, 257 ou 266 euros) et que de tous côtés on prétend que c'est au-dessus de nos moyens, le Congrès vote une augmentation de 62% pour les députés, sénateurs, ministres, le président et le vice-président», a critiqué Ivan Valente, député fédéral PSOL/SP.

«C'est exagéré, c'est trop, c'est insoutenable du point de vue social et politique», a affirmé son confrère Chico Alencar. «Au cours de la récente campagne électorale, personne parmi les milliers de candidats, aucun des partis n'a jamais présenté cette proposition qui, par ses répercussions en cascade et par son ampleur, affecte les comptes publics et concerne ceux que nous représentons. Cette décision désastreuse, excessive et insoutenable creuse encore le fossé, l'abîme entre le Parlement et la société. C'est se faire l'avocat de ses intérêts personnels, ce qui est toujours contestable», a-t-il ajouté.

Ivan Valente a encore attiré l'attention sur un autre problème lié au débat sur les revenus des députés : le financement privé des campagnes. «Tout le monde s'indigne de l'augmentation votée ce mercredi au Congrès, ce qui est très bien. Mais il faut que la société proteste aussi contre le financement privé des campagnes, qui injectent des milliards sur les comptes des députés et qui sans le moindre doute ouvrent la porte à la corruption. Il n'existe pas d'entreprise qui donne une somme et qui oublie de rappeler ce qu'elle a payé le moment venu, quand il s'agit de voter des projets auxquels elle est intéressée. Aussi la société doit bien sûr protester contre cette augmentation abusive, mais aussi se mobiliser pour le vote du financement public exclusif des campagnes électorales», a conclu Ivan Valente.

Traduit par Jean-José Mesguen du site du PSOL ¹

1. <http://psol50.org.br/blog/2010/12/17/psol-foi-unico-partido-que-votou-contra-a-equiparacao-de-salarios-do-congresso-com-o-dos-ministros-do-stf>

en bref...

Grèce : solidarité avec les immigrés. Après les élections municipales qui avaient vu une liste raciste faire 5% à Athènes (avec des pics à 20% dans quelques bureaux de vote d'un quartier où ces petites frappes se sont implantées), il avait été décidé d'une manif antiraciste qui irait dans le quartier d'Aghios Pandelimonas, actuellement interdit de vie démocratique. Le récent projet gouvernemental de mur à la frontière gréco-turque est depuis lors devenu un second axe de l'initiative. Samedi 15 janvier, des milliers de personnes se sont donc rassemblées à l'appel d'associations antiracistes, de plusieurs syndicats et de la gauche anticapitaliste et radicale. À la manifestation, très battante, participaient de très nombreux immigrés, et beaucoup d'autres la saluaient depuis les trottoirs ou les fenêtres. Par contre, l'accès à la place a été empêché par la

police, et le concert prévu n'a pas pu y avoir lieu, au prétexte de la présence depuis le matin d'une centaine de nazillons, bénéficiant une nouvelle fois d'une protection inquiétante. À suivre, en élargissant la mobilisation!

Les banquiers investissent la Maison Blanche. Pour se réconcilier avec les républicains, Obama a effectué deux nominations début janvier qui consacrent l'omniprésence des banquiers à la direction de la politique américaine. Il a nommé le 10 janvier comme directeur de son conseil économique, Gen Sperling, très proche des milieux bancaires. Si proche qu'il a perçu, en 2008, près de 900 000 dollars pour ses prestations de la banque Goldman Sachs. Cette banque, très impliquée dans la crise des subprimes, a été renflouée par Henry Paulson, le secrétaire au

Trésor de Bush, lui-même ancien directeur de la banque... L'autre nomination est celle de William Daley au poste de secrétaire général de la Maison Blanche, qui devient le véritable patron de la politique économique. Daley dirige JP Morgan Chase, la deuxième plus grande banque américaine et était membre d'une multitude de conseils d'administration (Boeing, Abbott, SBC Communication, Merck, etc.). Daley est un fervent opposant du contrôle des investissements à risque des sociétés financières. Que sont devenus les beaux discours d'Obama contre les financiers?

Le retour de Tonton Macoute. Ce début d'année est un véritable bal de dictateurs. À l'heure où Ben Ali quitte la Tunisie, à l'autre bout de la planète, Jean-Claude Duvalier, alias Baby Doc, revient sur l'île d'Haïti le dimanche 16 janvier. Il

avait succédé à son père en 1971, dans la droite continuité d'un régime de terreur orchestré par les tontons macoutes, milice privée aux ordres des Duvalier. Sous la mobilisation populaire, Baby Doc avait dû prendre la fuite en 1986, se réfugiant en France.

Accusé d'avoir détourné plus de 100 millions de dollars, ce retour est un symbole fort. L'ancien président «à vie» d'Haïti s'est tout de même fait arrêté mardi après que plusieurs plaintes ont été déposées. Ce retour que Baby Doc n'a pas expliqué reste mystérieux mais ne présage rien de bon pour le peuple haïtien empêtré depuis deux mois dans un simulacre d'élections. Ces dernières qui n'ont toujours pas donné de résultats tournent ces derniers jours à l'affrontement armé.

Le code du thermomètre

Qu'est-ce que le droit du travail ?

Depuis plus de 20 ans, les réformes s'attaquent avec constance aux maigres sécurités existantes dans le code du travail : il faut assouplir, démanteler le carcan protecteur de ce droit. Il faut l'adapter au nouvel ordre économique mondial, marqué par la compétitivité et la nécessité d'une forte productivité, ce qui suppose la réduction du coût de la main-d'œuvre.

Est-ce nouveau? Le droit du travail par lui-même nous défend-il contre cette régression?

Antérieurement au capitalisme, il existait des réglementations du travail humain, mais cela n'avait rien à voir avec le droit du travail actuel.

Le droit du travail est le droit du régime capitaliste. Pour qu'il naisse, il a fallu dissocier le travail humain de la propriété des instruments de travail, que l'homme soit considéré comme juridiquement libre, et que cet homme «libre» soit contraint de vendre sa force de travail contre un salaire ou un traitement.

Le capitalisme libéral instauré par la Révolution française réglait les relations employeurs/salariés grâce au code civil :

deux personnes censées être égales passent un contrat qu'elles doivent respecter. Les effets de cette conception sont terribles : des enfants de 8 ans travaillant quatorze heures par jour, six jours par semaine. Les conditions effroyables dans les usines conduisent une partie de la bourgeoisie (en l'occurrence des militaires inquiets de ne plus trouver de jeunes en état d'être soldats dans les villes industrielles en plein développement) à créer une législation qui impose à l'employeur certaines obligations. D'où la première loi de 1841 sur le travail des enfants... jamais appliquée.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale (première codification en 1910), sous la pression de plus en plus grande des luttes ouvrières, surtout après la création de la CGT, mais aussi sous l'influence du christianisme social et des courants républicains et radicaux, le droit du travail se construit avec des textes sur la durée du travail, la sécurité des postes, l'hygiène des locaux et les accidents du travail. Il ne s'agit pas de changer le régime social, mais de limiter les effets de l'exploitation par des réformes à l'intérieur du régime capitaliste et, pour les socialistes gouvernementaux, de renforcer

l'action ouvrière. L'objectif est de permettre la convergence des intérêts des employeurs et des salariés pour aboutir à la paix sociale tant désirée.

Le XX^e siècle est celui de l'essor de la classe ouvrière et d'une amélioration importante, les replis partiels n'étant que de courte durée. Mais si ce droit donne des moyens croissants aux travailleurs pour lutter (libéralisation du droit de grève, droit syndical, etc.), la conception même du droit du travail ne change pas, bien qu'il évolue en permanence au gré des événements politiques et sociaux. Le salarié reste sous la dépendance juridique de l'employeur qui décide de tout ce qui se passe dans son entreprise, et le droit du travail est là pour limiter les effets de cette exploitation.

Aujourd'hui, nous devons l'utiliser contre les patrons, car il a formalisé un rapport de forces qu'il est indispensable de défendre. Mais notre projet socialiste n'est pas de défendre les travailleurs contre l'exploitation, mais de la supprimer, de créer une activité sociale dans laquelle les travailleurs sont maîtres de leurs conditions de vie et de travail... ce qui rendra bien inutile toute une partie des dispositions actuelles!

Une seule actualité : réduire le temps de travail

Avec les déclarations provocatrices du maire d'Évry, Manuel Valls, le débat sur la durée du travail est revenu sur le devant de la scène.

Ce politicien professionnel propose à «ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, de travailler davantage en gagnant plus, deux heures, trois heures». Ceux qui ont vraiment les mains dans le cambouis, travaillent à la chaîne, postés, croulent sous les surcharges de travail dans les hôpitaux ou ailleurs, apprécieront.

Valls propose de dépasser les «idées des années 70, 80, 90» pour affirmer que «l'allègement du coût du travail, devra relancer l'embauche [...]». Vieil adage qui en reprenant l'idée du «coût» du travail a fait depuis longtemps la preuve de son caractère mensonger. Les patrons embauchent quand ils ne peuvent pas faire autrement, la baisse des salaires ne crée pas de l'emploi, mais des profits supplémentaires pour les patrons.

Mais ce délire antisocial ne doit pas nous faire sombrer dans l'angélisme vers lequel veulent nous entraîner tous ceux qui défendent plus ou moins inconditionnellement les lois Aubry sur les 35 heures.

Comme toute loi, celle-ci reflète le rapport de forces du moment tout en subissant les dégradations liées aux reculs qui l'ont suivie. Votées «à froid» en 1998 et 2000 par une majorité de «gauche» largement déconsidérée par sa gestion des affaires de 1981 à 1988, les lois Aubry, dans la suite des lois Auroux et Robien ont permis le développement de la flexibilité par les possibilités

d'accords dérogatoires. Certes, il fallait pour cela l'accord des syndicats, mais celui-ci fut sans faille de la part de la CFDT, très important pour FO (accord métallurgie de 2000) et parfois la CGT (bâtiment), sans parler de la multitude d'entreprises où les syndicats ont accepté sous la pression du chantage à l'emploi ou aux rémunérations. De plus, les employeurs pour avoir droit aux allègements de cotisations, malgré l'opposition majoritaire des organisations syndicales, pouvaient avoir recours à un référendum pour faire approuver par les salariés l'accord RTT.

Et c'est bien en raison de ces allègements de cotisations sociales que les employeurs hésitent à revenir sur la durée du travail, même si depuis 2003, la loi Fillon a libéré les entreprises de leur obligation de réduire le temps de travail pour bénéficier de réduction de cotisations.

Les lois sur la réduction du temps de travail ont permis la généralisation de l'annualisation du temps de travail. C'est bien utile en cette période de crise économique, puisque cela permet à la fois de ne payer les heures supplémentaires qu'au-delà des maxima fixés hebdomadairement ou annuellement et de faire travailler gratuitement si les compteurs annuels ne sont pas remplis. Ce fut aussi une belle occasion pour faire disparaître les pauses, la rémunération des temps d'habillage ou de déshabillage. C'est ainsi que la RTT a été le plus souvent synonyme d'aggravation des conditions de travail, de suppression des temps collectifs

pour les salariés et d'augmentation de la productivité du travail. De même, les jours de RTT, parfois en nombre important, ont souvent le même effet pervers que les horaires variables en leur temps : facilités pour les salariés d'organiser leur vie quotidienne contre une plus grande destruction des collectifs de travail.

Des 70 heures en sept jours du début du XX^e siècle aux 35 heures en 1998, en passant par les 40 heures de 1936, avec les trois semaines de congés payés devenues quatre semaines en 1969 et cinq semaines en 1982, la réduction du temps de travail est un des fils conducteurs du droit du travail depuis un siècle. À l'opposé, le rêve du Medef est de mettre fin à toute fixation légale du temps de travail comme cadre collectif. La mise en place et l'extension du forfait-jours pour les cadres et certaines catégories de salariés, l'annualisation du temps de travail vont dans ce sens. L'individualisation totale obtenue par le patronat anglais avec l'*opt out* (contrat de travail personnalisé entre l'employeur et un salarié «volontaire») est un objectif du patronat européen.

Face à cette volonté du patronat de supprimer tout cadre légal en matière de temps de travail, la vraie réduction du temps de travail reste d'actualité. La persistance d'un chômage de masse, l'intensification du travail mettent plus que jamais à l'ordre du jour la réduction à 30 heures hebdomadaires avec maintien du salaire et embauches correspondantes.

“

Le droit du travail est un ensemble
1) l'exploitation du travail humain
2) les instruments de la lutte ouvrière
3) les résultats de cette lutte, c'est-à-dire subies par le régime d'exploitation n'a pas été accordée par un État se classe et des luttes sociales. Il n'est

L'État n'est pas neutre, n'est pas impartial, l'exploitation un caractère légal.

Une telle législation ne s'attaque pas à l'homme par l'homme, il est difficile de la justice; tout au plus rogne-t-elle

Le droit du travail traduit à chaque époque la présence, tantôt progressant, tantôt régressant, d'un droit social. Il est un droit né de la pression sociale. Il est un droit né de la pression du gouvernement ou le patronat, un

Gérard Lyon Caen, juriste en droit

Le droit du travail me semblait toujours destiné à rendre licite au meilleur du travail humain (normes en ce sens avantagées, concédant divers modes d'action ou de s'opposer à cette exploitation et par conséquent (normes dans cette mesure avantagées) définitive un droit de perpétuel caractère juridique instable (le droit est maintenu par le changement de majorité politique) réversibles.

Mais «le droit s'applique... fonction du droit, de la réflexion sur le droit... ou qu'elle a de plus quotidien... Le droit... Qu'on l'applique dans un sens ou dans un autre d'hommes en dépendra. C'est être le droit, l'application du droit, à son élaboration sanction.

Gérard Lyon Caen, Droit ouvrier 20



du travail, de classe*

* La première partie de ce dossier est parue dans *Tout est à nous!* n° 81 du 9 décembre 2010.

de règles qui régissent :
en régime capitaliste ;
lutte contre cette exploitation ;
à-dire les modifications incessantes
lui-même. [...] la législation du travail
voulant impartial et au-dessus des
est pas un droit d'arbitrage.

impartial, il existe pour donner à

as au principe même de l'exploitation
icile d'admettre qu'elle tend à réaliser
e parfois sur l'injustice.

instant le rapport des forces en
ôt reculant au gré de la conjoncture
sion des travailleurs sur le Parlement,
droit conquis et non octroyé...

t du travail, Droit ouvrier 1951

t à la fois constitué par les normes
r coût l'exploitation du travail
geuses aux employeurs), et par celles
u de réaction aux travailleurs pour
ur en limiter les conséquences
geuses pour les salariés). C'était en
promis... et cette construction
tenant modifié après chaque
contenait des règles, toujours

ne indépendamment de la science du
rganise la vie des hommes dans ce
it à ses règles de pure technique.
ans un autre, le sort de millions
ien irresponsable de tourner le dos à
ation, à son interprétation, à sa

Turbiner, turbiner, même la nuit, même le dimanche...

C'est une loi de 2001, œuvre de feu la gauche plurielle, qui fixe le cadre actuel du travail de nuit. Il s'agissait à l'époque de lever l'interdiction de travail de nuit des femmes – qui connaissait déjà de nombreuses dérogations, en application de la législation communautaire. L'égalité passe en effet indiscutablement par le fait que tous les modes de travail soient accessibles aux hommes et aux femmes. Dix ans plus tard, quel est le résultat ? L'égalité n'a pas avancé d'un pas, en revanche, la régression s'est amplifiée pour tout le monde. En effet, les métiers de nuit occupés par les hommes sont restés fermés aux femmes, mais désormais davantage d'hommes et de femmes travaillent la nuit. En 1991, 4,8% des hommes travaillaient habituellement la nuit et 1,8% des femmes ; en 2002, ils étaient respectivement 7,3% et 2,7%, et 10,3% et 4,3%, en 2008. Entre 2002 et 2008, si le pourcentage d'ouvriers non qualifiés de l'industrie travaillant habituellement ou occasionnellement la nuit est resté stable autour de 25% (un chiffre considérable), le pourcentage d'ouvrières non qualifiées a lui bondi de 10 à 15%. Pourtant la loi en vigueur indique que le travail de nuit doit rester exceptionnel. Pourquoi alors un tel échec et une telle régression des conditions de travail et de vie ? Parce que la loi n'a pas cantonné strictement le travail de

nuit aux seuls secteurs d'utilité sociale ou aux secteurs devant fonctionner en continu pour des impératifs techniques, ce qui aurait dû être le contenu d'une loi vraiment « de gauche », qui se serait donnée par ailleurs les moyens de faire progresser la mixité dans les différents métiers concernés. Au contraire, comme le dit un rapport récent du Conseil économique, social et environnemental, « l'absence de définition légale de la justification économique, conjuguée à l'absence de distinction entre les justifications d'ordre strictement technique et celles plus économiques ou commerciales, permettent un recours facilité au travail de nuit ». En 2002, 3 millions de salariés travaillaient habituellement ou occasionnellement la nuit. Ce mode de travail use pourtant la santé et abrège la vie des travailleurs et travailleuses concernées. Et en plus il bousille la vie sociale d'un grand nombre d'entre eux. On souligne peu, pour prendre un seul exemple, les effets cancérigènes du travail de nuit reconnus par le Centre international de recherche sur le cancer, mais pour l'heure totalement ignorés par le code du travail. Lutter contre le cancer ? Oui, c'est une priorité de santé publique, mais on ne va quand même pas arrêter de fabriquer des bagnoles la nuit...

Mais faire travailler la nuit ne suffit pas : la barrière du dimanche doit aussi sauter. Ici

Sarkozy est à la manœuvre. La loi du 10 août 2009 a écorné un peu plus le principe du repos dominical, qui était déjà assorti d'une multitude de dérogations dans un grand nombre de secteurs professionnels : extension à tout type d'activité commerciale de la possibilité de travailler le dimanche dans les zones touristiques, plus grande facilité de classement en zones touristiques, création d'une nouvelle dérogation grâce à l'invention de « périmètres d'usage de consommation exceptionnel ». L'instauration du principe de volontariat et de contreparties financières ou en repos pour les salariés est une garantie largement fictive : sans même prendre en compte la pression de l'employeur, beaucoup de salariés se résolvent à être volontaires pour tenter d'augmenter un peu des salaires très bas, la plupart du temps calés sur le Smic dans beaucoup de branches professionnelles concernées. Cette loi va donc conduire à une nouvelle détérioration des conditions de vie et de travail de nombreux salariés. Sans compter que l'extension appelle l'extension. Ainsi aujourd'hui, 18% des salariés travaillent la nuit ou le week-end de manière habituelle, et 69% des hommes et 81% des femmes qui travaillent le dimanche travaillent d'ailleurs aussi la nuit.

”

Représentativité syndicale : bouleversement en cours

La faiblesse des syndicats, leur émiettement sont fréquemment dénoncés par les gouvernements et le patronat comme une cause décisive de l'impossibilité de réformer la société française. L'idée est de renforcer la légitimité des syndicats par leurs résultats aux élections professionnelles. Historiquement, le suffrage professionnel a permis de légitimer, au début du XX^e siècle (aux usines Schneider), en 1917 (dans la métallurgie et la chimie), puis en 1936 (dans les entreprises d'au moins dix salariés), le rôle des syndicalistes comme médiateurs des relations sociales sur le lieu du travail. Cela signifie qu'avant que l'on recourt au suffrage, des réseaux militants existaient. Jusqu'en 1936, les syndicalistes n'étaient d'ailleurs pas très favorables au vote professionnel. En effet, à l'origine, l'introduction du vote dans les relations sociales était une idée patronale et beaucoup de militants syndicaux méprisaient le « parlementarisme » et craignaient les divisions provoquées par la concurrence électorale. Après 1945, le suffrage professionnel a effectivement encouragé les divisions syndicales en fournissant leur légitimité à la CFTC et FO face à la CGT. Par la suite, toutes les modifications du système électoral n'ont eu comme objectif que de pénaliser les syndicats les plus combattifs : instauration du 2^e collège, puis du collège

cadre, longtemps « interdits » à la CGT et donc chasse gardée des syndicats plus dociles (CGC, CFTC, FO), espacement des élections (tous les ans initialement, puis tous les deux et aujourd'hui quatre ans) tendant à distendre les liens entre les élus et les salariés, instauration de la délégation unique du personnel réduisant les moyens des institutions représentatives du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés. La dernière réforme importante portée à la fois par Sarkozy et le couple CGT-CFDT tend à amplifier la substitution de la légitimité militante par la légitimité électorale. La loi du 20 août 2008 a entériné la position commune CGT-CFDT-Medef-CGPME du 9 avril 2008 sur la représentativité, le dialogue social et le financement du syndicalisme. Pour la CGT et la CFDT, il faut diminuer le nombre de syndicats, en marginalisant les petits, parfois combattifs, parfois catégoriels. La présomption de représentativité des confédérations CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC est maintenue à titre transitoire jusqu'en août 2013. Les nouveaux critères de représentativité sont : respect des valeurs républicaines, indépendance, transparence financière, influence, effectifs (au moins deux syndiqués), ancienneté minimale de deux ans et audience aux élections des comités d'entreprise ou de délégués du personnel (au moins 10% des suffrages au

premier tour des élections professionnelles ; 8% au niveau de la branche et national). Les accords d'entreprise ou de branche ne s'appliquent que s'ils ont été signés par un ou des syndicats ayant recueilli au moins 30% des suffrages et sans opposition de celui (ou ceux) ayant recueilli la majorité. La possibilité de se présenter au premier tour des élections est élargie aux syndicats non représentatifs, à certaines conditions. Fortement contestées, notamment par les syndicats les plus combattifs, ces dispositions n'ont pas pour objectif de favoriser le développement d'un syndicalisme offensif, de lutte, interprofessionnel, mais celui d'organisations dont l'activité centrale est la négociation. L'échec quasi complet de la loi sur le dialogue social dans les PME et TPE montre que les contradictions sont fortes et nombreuses, y compris entre gouvernement et patronat. Les effets de cette loi sont encore difficiles à mesurer : perte de représentativité de certains syndicats dans des branches importantes comme le résultat des dernières élections à la SNCF ou à La Poste, début de regroupement de syndicats pour garder un pied dans l'entreprise. La loi s'applique progressivement au niveau des entreprises. C'est à partir de son application au niveau national, après août 2013, que l'on pourra faire un premier bilan de ses effets sur le mouvement syndical.



Chaque semaine, nous consacrons une page à la préparation du congrès du NPA qui aura lieu les 11, 12 et 13 février prochains. Cette semaine, nous publions quatre tribunes concernant l'orientation.

POSITION 1

Rassembler le NPA pour rassembler les anticapitalistes

Ceux qui cherchent à enterrer le NPA en seront pour leurs frais. Rassembler les anticapitalistes relève de la lente impatience. Mais toutes les facettes profondes de la crise du système capitaliste qui produit rejets et luttes conséquentes, soulignent le caractère indispensable de la construction d'une force politique puissante, déterminée et utile pour organiser la rupture et la transition vers l'écossocialisme.

À l'occasion du mouvement de l'automne 2010, des dizaines de milliers de militantEs se sont mobiliséEs sur les mêmes bases de fond que les nôtres, ont développé la même volonté d'un mouvement d'ensemble, ont rencontré les mêmes obstacles, réfléchissent aux mêmes solutions pour les surmonter. Il n'y a pas de question plus fondamentale que de savoir comment cette lame de fond sociale peut se traduire sur un plan directement politique.

Dans le prolongement de l'appel adopté à une large majorité du CPN sortant, le congrès doit être une nouvelle occasion, au-delà des divergences qui s'expriment démocratiquement, de nous adresser ensemble «à celles et ceux qui ne lâchent rien». Unir les forces, les énergies, la détermination qui se sont retrouvées dans le mouvement de l'automne, dans les luttes contre les licenciements, écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes pour préparer l'affrontement avec le pouvoir, imposer nos propres réponses à la crise et non négocier celles des patrons, construire une unité radicalement anticapitaliste donc indépendante du PS, voilà quelle doit être la boussole constante du NPA.

Rien ne sera sérieusement possible si cette «gauche sociale» ne s'engage pas de son propre mouvement dans la traduction politique de ce qu'elle porte comme potentialité, permettant l'unité

anticapitaliste dans et pour les luttes bien évidemment mais aussi sur le terrain électoral.

Cela suppose de déjouer les pièges. Celui de l'isolement qui revient au fond à ignorer qu'il existe d'autres forces politiques, qui apparaissent comme proches de celles et ceux qui luttent, et que le rassemblement des anticapitalistes se résu-merait à l'expression d'une «pureté» dans le dialogue direct et unique avec les masses. Celui de la satellisation consistant à se laisser aller à la tentation d'en rabattre avec l'exigence d'indépendance avec le PS, d'un contenu programmatique de rupture, l'illusion des scores à deux chiffres et de la voie institutionnelle. Pour un parti comme le nôtre, l'heure est à la fois à la détermination pour ne rien lâcher et à l'audace pour rassembler. La position 1 entend continuer à tenir les deux bouts de ce pari, fondateur du NPA.

POSITION 2 **Osons occuper notre espace politique**

La révolution populaire qui commence et a fait tomber le dictateur tunisien – même si tout n'est pas gagné, loin de là – fait prendre la mesure des conséquences de cette crise du capitalisme la plus profonde depuis 1929. Son dernier avatar, la spéculation planétaire sur les ressources alimentaires n'est pas pour rien dans le soulèvement de la jeunesse maghrébine. L'insurrection tunisienne passée du social au politique en quelques jours prolonge les manifestations pour l'avenir de cette même jeunesse en Europe. Elle a levé une barrière et va trouver un écho dans le monde arabe et au-delà. Ce n'est pas seulement un Mai 68 à la puissance 10 qui se prépare au Maghreb ou en Europe mais c'est la question de l'avenir de l'humanité et de la planète que posent la crise et les peuples. Cette crise et les chemins qu'elle emprunte créent d'évidence un espace pour un projet révolutionnaire.

Nous n'avons pas la politique indépendante à la hauteur de ces défis et capable de répondre aux espoirs des multitudes. Pourtant les promesses éveillées par la création du NPA nous en ont donné les moyens. Nous avons un moment incarné les aspirations et les révoltes populaires de la base tellement éloignées du jeu électoraliste et du syndicalisme de dialogue social. Mais nous avons rompu ce fil et nous trouvons isolés sur une orientation opportuniste. Le mouvement de l'automne a retardé les échéances sans faire disparaître ces problèmes.

Le débat n'est pas entre «unitaires» et «sectaires» comme le caricature la P1 pour se donner la posture d'un centre réaliste et l'apparence d'une politique. La racine de nos difficultés, c'est la complaisance politique de la direction vis-à-vis de la gauche «antilibérale», des directions syndicales, ainsi que sa crainte de toute confrontation sur le fond. D'où une absence de politique

propre qui interdit à quiconque de comprendre ce qui nous sépare de ces courants, brouille notre message, ferme notre espace politique et engendre le désenchantement.

La guerre sociale qu'annoncent les politiques de rigueur en Europe nécessite plus que jamais de clarifier notre projet à l'égard de la gauche antilibérale et de nous adresser directement aux classes populaires. Elle nous en donne en même temps l'opportunité. La situation montre que le projet de renversement révolutionnaire du capitalisme peut être largement entendu. Prenons à bras-le-corps ce débat avant que les événements ne nous l'imposent de toute façon.

POSITION 3 **Le temps nous est compté**

Nous avons vécu, sur la question des retraites, un mouvement social qui exprime un besoin ardent d'alternatives politiques, solidaires et égalitaires. Le sarkozysme a été profondément délégitimé par les urnes (régionales) et par la rue. Mais les suites positives à cette situation ne sont nullement automatiques. La simple alternance au pouvoir d'une gauche pro-FMI risque d'accroître encore le gouffre entre les politiciennes de la mondialisation et les aspirations populaires. Si la perspective d'un projet capable de défier le néolibéralisme n'aboutit pas, si un rassemblement social et politique authentiquement à gauche ne prolonge pas la dynamique de l'automne 2010, alors la crise politique et l'exaspération sociale peuvent aussi se dénouer à la faveur des droites les plus extrêmes. C'est pourquoi le NPA doit prendre conscience de ses

responsabilités. Lors de sa fondation, en 2009, beaucoup ont cru à un NPA qui «renouvellerait» l'action politique, qui mettrait son potentiel de radicalité, de rajeunissement au service d'une nouvelle offre à gauche, où la fermeté programmatique n'est pas antagonique à la volonté de marcher ensemble avec celles et ceux qui aspirent fondamentalement aux mêmes buts. Toutes et tous ne l'ont certes pas rejoint, mais un bon nombre ont regardé avec sympathie et espoir sa création. Ces forces militantes, collectives ou individuelles, sont présentes dans les luttes mais aussi dans les partis et les courants qui existent aujourd'hui à gauche du PS. La demande d'unité y est aussi très forte, parce que la conviction est grande qu'il faut faire bloc pour empêcher les reculs et pour ébaucher un projet commun. Mais le NPA n'a pas été à la hauteur de la tâche, notamment en

refusant cette démarche de rassemblement aux élections européennes et régionales. Puis, lors du mouvement de l'automne, malgré l'existence de collectifs unitaires réunissant un large arc de forces antilibérales et anticapitalistes, il n'a pas su (pas plus que les autres partis d'ailleurs), donner une puissance politique unitaire à la contestation sociale.

À l'occasion de son congrès de 2011, le NPA peut décider d'être véritablement comme «un poisson dans l'eau», au sein des mouvements sociaux comme sur le terrain politique, autour d'une stratégie de front social et politique avec toutes les forces de la gauche de transformation sociale et démocratique (Front de gauche, Fase, non-organisées, etc.).

Il est urgent de faire ce choix. Le temps nous est plus que jamais compté. Nous n'avons plus le droit à l'erreur.

POSITION 4 **Pour un internationalisme révolutionnaire**

En forçant Ben Ali à fuir, la mobilisation révolutionnaire des Tunisiens a porté un coup historique au régime et à «notre» impérialisme. Notre parti doit continuer de construire dans l'unité la solidarité politique avec nos frères et sœurs de classe. Mais au lieu de faire pression sur Sarkozy, comme nous y appelle le tract national du NPA, nous proposons une stratégie révolutionnaire: contre le remplacement de Ben Ali par d'autres hommes de son régime, mais aussi contre la prétendue «transition démocratique» visant à empêcher le développement d'un processus révolutionnaire où les travailleurs et les opprimés prendraient en main leurs revendications démocratiques et sociales.

Il n'y aura pas de vraie solution sans l'auto-organisation des travailleurs, leur armement contre les milices du régime, le combat pour en finir avec la tutelle de l'impérialisme français,

l'expropriation des grands groupes capitalistes, la reconstruction d'une économie au service des besoins du peuple. Cela passe par la convocation immédiate d'une Assemblée constituante souveraine – à laquelle le gouvernement actuel n'appellera pas et qui dépendra des suites de la mobilisation – et par le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan. La situation en Tunisie montre toute l'actualité de la perspective révolutionnaire et combien font défaut des délimitations stratégiques claires pour répondre à la nouvelle étape de la lutte de classe internationale. En Côte d'Ivoire, nous nous opposons au xénophobe Gbagbo comme aux promesses de Ouattara, l'homme des impérialistes aujourd'hui. Nous exigeons le retrait des troupes françaises et de l'ONU, soutenons inconditionnellement la résistance des masses et nous prononçons pour la défaite des impérialistes. Orientation que nous défendons pour l'Irak, la Palestine et

l'Afghanistan, contrairement aux P1, 2 et 3 dont l'orientation internationale est presque identique.

Ici, nous luttons pour en finir avec l'UE, pour les États-Unis socialistes d'Europe. L'Europe des travailleurs ne peut pas naître d'un vague «processus constituant» comme le disent ensemble les P1, 2 et 3, mais suppose la révolution prolétarienne s'étendant de pays en pays. Nous dénonçons la ligne du Bloc de gauche portugais, lié à la direction du NPA, dont les députés ont voté le plan de «sauvetage» de la Grèce, c'est-à-dire les attaques inouïes contre les travailleurs.

Nous luttons pour un parti mondial de la révolution revendiquant le programme historique de la IV^e Internationale qui, face à la barbarie du capitalisme et à l'horreur du stalinisme, a maintenu vivant le programme marxiste.

<http://collectifnnpa.wordpress.com>

« Le combat n'est pas fini ! »

Entretien avec Mohamed O., membre de l'Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF) de l'Hérault (34). Propos recueillis par Bernard Canal.



Avez-vous été surpris de la rapidité avec laquelle le dictateur est tombé ?
Oui, la rapidité de la chute du dictateur Ben Ali nous a surpris mais, dans ses dernières déclarations, on voyait déjà l'angoisse dans ses yeux et ses paroles. Le peuple tunisien démontre que le pouvoir dictatorial est parfois très fragile lorsque la pression et la détermination de la rue sont fortes.

Quels sont les secteurs les plus en pointe dans la mobilisation ?

La jeunesse est le premier secteur à la pointe de la mobilisation. Il ne faut pas oublier que la flamme de cette « Intifada populaire tunisienne » a été déclenchée par Mohamed Bouazizi, jeune diplômé chômeur devenu vendeur de fruits et légumes, qui s'est immolé dans la région de Sidi Bouzid parce que des agents lui ont confisqué sa marchandise. Ce cas n'est pas isolé ni en Tunisie, ni dans la région maghrébine, ni même dans l'ensemble des pays arabes. Plusieurs jeunes se sont déjà immolés devant le Parlement marocain, d'autres l'ont fait en Algérie et un jeune en Égypte. Dans nos pays, plusieurs jeunes issus des classes populaires suivent des études supérieures et se voient à la fin de leur cursus sans travail. Cette situation n'est plus tolérée et plusieurs d'entre eux essaient de s'organiser pour revendiquer le droit au travail.

Un autre secteur à la pointe de la contestation est celui des travailleurs et de leur syndicat. La position prise par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) d'aller jusqu'au bout et de demander la fin du régime de Ben Ali s'explique par la pression de sa base militante qui en a marre des compromis avec le pouvoir en place. Il ne faut pas oublier que dans le bassin minier de Gafsa, ce sont surtout des militants syndicaux de l'UGTT locale qui ont organisé la lutte et qui se sont retrouvés en prison à la suite des manifestations. Les démocrates, les avocats, les militants des droits humains et tous les progressistes ont bien sûr suivi le mouvement et ont essayé de l'appuyer avec des manifestations organisées partout en Tunisie. [...]

Quelles sont les principales revendications aujourd'hui ?

Aujourd'hui les revendications sont différentes selon que l'on est réformiste ou radical. Plusieurs partis de l'ancienne opposition ont accepté de rentrer au gouvernement au côté de l'ancien parti au pouvoir RCD. Leurs dirigeants veulent attendre les élections pour prendre la tête de la Tunisie. On pourrait se demander s'ils veulent vraiment rompre avec tous les anciens proches du régime et du RCD. La gauche radicale en Tunisie, que l'on pourrait représenter aujourd'hui autour du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), de l'aile radicale de l'UGTT et d'autres mouvements comme le Raid-Attac / CADTM Tunisie, demandent un gouvernement provisoire sans RCD, des

élections libres et démocratiques, une assemblée constituante élue qui posera les bases de la constitution d'une vraie république démocratique. Ainsi que le jugement des responsables de l'ancien régime pour leurs meurtres, pillages et corruption.

Quel est l'état de l'opposition ? Peut-elle représenter une alternative au régime ?

En plus des partis d'opposition, il faut également citer le mouvement Annahda (islamistes modérés) qui veut participer au gouvernement au côté du RCD mais qui n'a pas été accepté au sein du gouvernement actuel.

Toutes les forces de l'opposition : libéraux, gauche réformiste, gauche radicale, islamistes modérés ont souffert de la répression du régime et recommencent à s'organiser en Tunisie.

Dire aujourd'hui que l'opposition est une alternative au régime de Ben Ali n'est pas possible puisque cette opposition ne constitue pas de bloc homogène. L'espoir réside dans les forces de la gauche radicale, des progressistes, des démocrates et dans toutes les consciences citoyennes du peuple tunisien qui revendiquent une vraie constitution démocratique et un réel changement pour une alternative démocratique et sociale. [...]

Que pensez-vous de l'attitude du gouvernement français ?

Nous dénonçons la position du gouvernement français qui a soutenu le régime de Ben Ali pendant des années. Ce gouvernement applique la loi des deux

poids, deux mesures puisqu'il soutient des révoltes « vertes » en Iran et au Tibet et se tait devant les arrestations de militants de droits humains, de journalistes, de syndicalistes et de citoyens tunisiens. Nous ne demandons que la France fasse de l'ingérence dans les affaires publiques tunisiennes mais qu'elle ne soutienne pas les régimes qui violent les droits humains. Les peuples opprimés, en Tunisie, et partout ailleurs en ont marre que les gouvernements français, européens et américains utilisent le spectre du danger islamiste (ou communiste comme au Venezuela et en Uruguay) pour soutenir des régimes non démocratiques en Tunisie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et j'en passe. Ce sont les peuples et leurs forces progressistes qui peuvent réaliser les changements démocratiques et non pas les interventions étrangères. L'exemple irakien doit être médité.

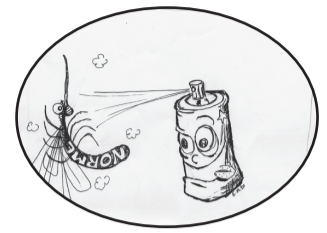
Comment pouvons-nous soutenir, ici en France, le peuple tunisien ?

Le combat n'est pas fini avec la chute de Ben Ali. Plusieurs organisations militantes revendiquent un gouvernement provisoire sans RCD. Des manifestations ont lieu en Tunisie avec comme mot d'ordre : « RCD dégage ». Ils demandent également le jugement des responsables de violations des droits humains. Il faut continuer de mettre la pression sur le gouvernement français pour qu'il arrête de soutenir les élites corrompues du RCD. Qu'il continue de geler les avoirs des proches et de la famille de Ben Ali. Et qu'il ne les accueille pas sur le territoire français.



Paris, le 15 janvier. Manifestation de soutien au peuple tunisien. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

normicides



Tic-tac, l'horloge biologique tourne pour toutes les femmes. Lorsque sonne une certaine heure, elles sont censées se mettre en quête désespérée d'un homme. Qu'elles doivent ensuite convaincre à tout prix de bien vouloir procréer. Parce que le tic-tac ne se fait pas entendre à l'oreille des hommes. Envie de voyages, de liberté ou envie de carrière, ils ne sont pas obsédés par la reproduction (ce qui rend délicate la tâche des femmes...).

Mais voilà, l'horloge biologique est parfois détraquée. D'abord il existe un décalage horaire selon les femmes. 15 ans, 20 ans, 30 ans, 40 ans... l'heure met parfois du temps à sonner. Et puis, surtout, l'horloge biologique a besoin qu'on la remonte régulièrement. Heureusement, tout le monde s'y met.

Les parents : « Quand on sera grands-parents... », les copines et frangines qui viennent d'accoucher : « Alors, c'est toi la suivante ? », les médecins : « Vous savez que les chances d'avoir un enfant diminuent très rapidement en vieillissant ? », les gens qu'on ne connaît pas : « Vous n'avez pas d'enfant ? Ma pauvre... C'est votre ami qui ne veut pas ? »...

Bref, impossible de passer à côté. La seule manière de se débarrasser de la pression... eh bien, c'est d'y succomber ! Alors les femmes repoussent leurs envies de voyage, de carrière, de liberté, se mettent en quête désespérée d'un homme qu'elles doivent ensuite convaincre à tout prix de bien vouloir procréer... Hmm, ne serait-elle pas un peu plus sociale que biologique, l'horloge ?

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent et d'inviter chacun à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu.

Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous ! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

courrier

Envoyez-nous vos courriers à redaction@npa2009.org ou NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

BDS. V. I. (Bouches-du-Rhône) : Intéressante page double de l'hebdo 84 intitulée *Gaza on n'oublie pas*. Cependant vous évoquez « *les quelques militants israéliens dénonçant...* » ce qui laisse l'impression que les opposants en Israël ne sont qu'une poignée. En parcourant, par exemple, le site desinfos.com, on découvre le foisonnement d'opinions, des Israéliens s'opposant, se déchirant même sur les thèmes, les abus, les crimes qui motivent les militants de BDS et on arrive, en parcourant ce site (« sioniste » certainement) à mesurer l'irréversible crise identitaire de la société civile israélienne mais aussi l'autocritique dont elle est capable et la tenue démocratique de débats, malgré la mainmise théocratique sur les deux camps, le juif comme le palestinien. Je trouve regrettable que la démarche du « boycott » recommande comme je l'ai entendu dire par eux en 2009 en Arles, de « *ne pas y aller, en Israël, comme touriste, ne pas acheter leurs journaux, ne pas aller sur leurs « blogs » (et jusqu'au ridicule) ne pas manger chez Mac Do ou chez une*

multinationale renommée de la crème glacée » parce que parmi leurs bonnes œuvres il y aurait eu des dons d'argent à des organisations israéliennes ce qui, à mon avis, risque de conduire à un autre « Mur », mental celui-là, aussi peu élégant que le leur de « Mur », construit en hauteur. Mais tout un dossier, une double page de l'hebdo sans un mot sur les extrémismes religieux, assassins dans les deux camps, voilà qui m'interpelle. Souvenons-nous que le « camp progressiste » avait applaudi à la création de l'État d'Israël. Nous avions, voici plus qu'un demi-siècle, dans des kibbutzim athées, les seuls où les Palestiniens arabes étaient, pour autant qu'ils croyaient au socialisme autogestionnaire, admis les bras ouverts par les travailleurs juifs, observé l'unique tentative de société socialiste démocratique athée qui ait jamais existé. Cela n'aura duré qu'un temps. La mainmise théocratique a été implacable. Elle a modelé ce nouvel État et son expansion selon les critères religieux et les intérêts de capitalistes soutenant la religion tandis qu'en face, du

côté arabe, l'obscurantisme fanatique religieux devenait peu à peu le seul « interlocuteur » et le seul nanti capable de charité endoctrinante envers le peuple arabe. Il est gênant de voir que les révolutionnaires ne développent plus l'idée que « la religion est l'opium du peuple ». L'approche dialectique semble oubliée. Le Hamas ferait-il partie des « amis » de la gauche révolutionnaire ? Les Arabes chrétiens égorgés en Irak, en Égypte, ne méritent-ils pas que l'on condamne le fanatisme des « Fous de Dieu » musulmans oui, musulmans ? « El unico camino » ne serait-il pas de convertir les habitants du Moyen-Orient à Marx, Trotski, Mandel, pardonnez-moi, on risque de mal prendre cette suggestion car ces trois dirigeants ont parmi leurs points communs qu'ils sont des athées d'origine juive mais alors, convertissons ces populations au Libre-Examénisme, la Libre Pensée, l'Athéisme... Qu'en pensez-vous ?

Relaxe pour Yamina, Jeanne et Bernard !

Le 24 janvier se tiendra à Perpignan le procès de trois militantEs du collectif 66 « Paix et justice en Palestine ». Leur crime ? Avoir distribué dans un Carrefour un tract appelant au boycott des produits en provenance d'Israël, répondant en cela à l'appel de plus de 150 associations palestiniennes, dans le cadre de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions. Ils seront pourtant jugés pour « provocation à la discrimination à la haine, à la violence », à la suite de la plainte d'une officine de l'extrême droite pro-Israélienne et risquent 45 000 euros d'amende et cinq ans de prison. Il faut savoir que Mme Alliot-Marie, alors ministre de la Justice, avait invité les parquets à instruire les plaintes ! Ce procès après celui de Sakina, d'Omar et d'Alima et avant celui de Mulhouse prendra valeur d'exemple. Après la « déprogrammation » du meeting à l'ENS avec Stéphane Hessel en soutien à la campagne BDS et aux inculpés, du fait de pressions dont se vante le Crif, les soutiens à l'État d'Israël pavoisent. Ils veulent, par tous les moyens dont ils disposent, empêcher la campagne BDS de se poursuivre. Cette campagne de délégitimation de l'État d'Israël est en train de progresser partout dans le monde et de marquer des points. De nombreux artistes, sportifs... déprogramment leur venue en Israël ; des entreprises commencent à désinvestir. L'enjeu est donc, à travers les procès, d'intimider les militants, de criminaliser leur action. L'État français, en donnant aux parquets instruction de poursuivre les militants BDS, montre bien son soutien total à la politique israélienne. Le PS n'est pas en reste : ses principaux dirigeants ont signé la pétition des Filkenkraut et autres « intellectuels » demandant des sanctions contre les militants BDS ! Et tant pis pour la liberté d'expression et d'opinion ! L'engagement du NPA, tant auprès des militantEs inculpés que dans la campagne BDS, est total. Tant que durera l'occupation israélienne, tant que se poursuivra la politique d'apartheid et de colonisation, tant que ne sera pas rendue justice au peuple palestinien, nous répondrons présents à la demande de la société civile palestinienne et des militants anticolonialistes israéliens de boycotter l'État d'Israël. Ils peuvent tenter de nous discréditer en nous accusant, nous militantEs antiracistes, d'incitation à la haine, en nous accusant, nous militantEs pour l'égalité et la justice sociale, de « discriminations », ils ne nous feront pas taire ! Le 24 janvier, le collectif et le comité de soutien aux trois inculpés appelle à un rassemblement de soutien devant le Palais de justice de Perpignan à partir de 13 heures. Soyons nombreux et nombreuses à réclamer la relaxe.

DOLE (JURA) FERMETURE PROGRAMMÉE DU SITE D'IDEAL STANDARD (LEADER EUROPÉEN DE SANITAIRES)

L'année capitalisme: tirons la chasse !

Ideal Standard, leader mondial des sanitaires et des salles de bains, a annoncé mercredi 12 janvier la fermeture de trois usines en Europe : Dole avec 163 salariés se retrouvant « sur le carreau », Revins (Ardennes) avec 148 emplois supprimés et Middlewich (Royaume-Uni) avec 249 emplois supprimés. Le fonds de pension américain Bain Capital Partners qui est devenu actionnaire majoritaire d'Ideal Standard en 2007, n'a pratiquement pas investi, ce qui aurait permis d'orienter la production de l'usine de Dole vers les pièces en résine. Mais il a « pressé le citron » pour obtenir des bénéfices immédiats. Les travailleurs, précarisés dès 2009 avec le recours régulier au chômage partiel, vont se retrouver privés d'emplois avec comme seule perspective syndicale de se battre pour une prime.

Nous sentons bien autour de nous le dégoût et la révolte contre ce système qui privilégie le profit immédiat. Il est temps de dire stop ! Ce ne sont pas les besoins qui manquent, l'État et les collectivités territoriales pourraient assurer des débouchés à ce secteur industriel et à d'autres en lançant un grand plan de rénovation et de construction de logement sociaux de qualité. Comment financer ? En réquisitionnant les banques pour former un grand groupe bancaire public capable de financer des projets dans l'intérêt de la population et non destructeur de notre environnement. Quant aux usines, il n'est pas question de laisser les groupes prédateurs de la finance profiter de cette relance économique mais de mettre en place un contrôle ouvrier (autogestion, coopératives ouvrières, expropriation des grands groupes capitalistes...). À Dole, un signe d'espoir pourrait être donné en empêchant la direction d'Ideal Standard de démonter et d'emporter les machines. Il vaudrait mieux essayer d'agir maintenant aux côtés des salariés, plutôt que de laisser les aigres s'accumuler et mener la société vers des impasses politiques.



(DR)

« AG de Nîmes » : des retraites à la guérilla sociale



(DR)

Lors des premiers pas hésitants du mouvement début septembre, une première « AG Interpro » a été créée à Nîmes dans la perspective de la grève générale. Elle a été ensuite mise entre parenthèses avec le développement de la mobilisation à la mi-septembre. Dans son sillage est né, début novembre, le collectif « AG de Nîmes » (<http://agnimes.blogspot.com>) alors que la mobilisation reculait. Il est rattaché nationalement à l'AG des AG (www.onnelacherien.org/). Salariés du public

et du privé, précaires et chômeurs, syndiqués et non-syndiqués ont ainsi voulu donner une tonalité radicale à la contestation des contre-réformes gouvernementales. Ce n'est pas un collectif d'organisations mais d'individus, où se retrouvent des non-encartés comme des membres de diverses organisations. Le collectif a particulièrement marqué les esprits nîmois par une double action lors de la dernière manifestation nationale du 23 novembre : un « die in » sur le parcours de la manifestation et une occupation de la Chambre de commerce et d'industrie, dans laquelle il a entraîné des centaines de manifestants. Le collectif est centré sur la réalisation d'actions publiques votées à la majorité des présents. Un noyau d'une quinzaine de militants actifs s'appuie sur un réseau d'un peu moins de cent personnes. Il s'agit

dans un nouveau contexte plus faiblement mobilisateur, de s'inscrire dans une résistance sociale de longue haleine, préservant et fécondant l'esprit du mouvement des retraites. Nous souhaitons également prendre activement part aux luttes locales et être des relais d'appels nationaux pour préparer d'autres mobilisations interprofessionnelles massives. Bref une guérilla sociale durable est mise quotidiennement et modestement en pratique. Le samedi 8 janvier dernier, le collectif a, par exemple, organisé une action gesticulée sur quatre places du centre-ville. Des marionnettes géantes de Nicolas Sarkozy, de Laurence Parisot et de Dominique Strauss-Kahn ont tenté de mettre à mort le taureau (nous sommes une ville de féria !) des retraites, de la Sécurité sociale et des libertés (Loppsi 2 oblige !). « AG de Nîmes » est le lieu d'expression d'une créativité critique et d'une mobilité radicale, montrant que le mouvement social est encore bien vivant.

Christiane, Eddy, Guy et Philippe

Un gamin de 6 ans en rétention !

La politique de traque des immigrés impulsée par Hortefeux est chaque jour plus honteuse. Le préfet de Haute-Loire, en parfait exécuteur des basses œuvres du ministre, n'a pas hésité à faire interpellé par les gendarmes un enfant de 6 ans dans son école. Quel crime a donc commis le petit Vazgen, pour être appréhendé en classe devant ses copains ? Il a seulement le malheur d'être le fils de David Asryan, parti de Russie pour échapper à la police de Poutine. David s'est installé à Langeac, une petite commune de Haute-Loire, il y a quatre ans. Malheureusement, il a été débouté de sa demande d'asile ce qui est, pour le régime sarkozyste, synonyme d'expulsion. Une fois embarqué dans la voiture des gendarmes, Vazgen a été conduit au centre de rétention de Nîmes. Il y est depuis quinze jours, avec son père et la compagne de celui-ci.

Cet acte odieux a soulevé l'indignation et la mobilisation s'est enclenchée immédiatement. Il faut dire que les militantEs de RESF 43 et du collectif de soutien aux demandeurs et droits d'asile de Haute-Loire connaissaient déjà la situation de David et Vazgen. Ils étaient à leurs côtés et s'attendaient au mauvais coup du préfet. Depuis l'interpellation, la boîte aux lettres de ce dernier est remplie chaque jour de messages exigeant la libération immédiate de la famille Asryan. La plupart des organisations syndicales (FSU, CGT, Solidaires), des associations humanitaires (Ligue des droits de l'homme Cimade...) et des partis de gauche (Front de Gauche, NPA, Verts, PS...) sont parties prenantes de la mobilisation. Olivier Besancenot a envoyé à la presse un communiqué de soutien. Mardi 11, une première manifestation a rassemblé 200 personnes à Langeac. Les participants se sont réunis devant l'école

de Vazgen et se sont rendus en cortège devant la mairie. Samedi 15, un rassemblement s'est tenu devant la mairie du Puy. Plusieurs centaines de personnes y ont participé. Une demande d'audience avait été préalablement faite auprès du maire de la ville, Laurent Wauquiez, ministre de Sarkozy qui se présente volontiers comme représentant du courant social de la droite. Le sinistre Wauquiez n'a pas daigné recevoir la délégation ! Les manifestants sont partis en cortège jusqu'à la préfecture afin d'être reçus par le préfet qui est... en vacances ! Ils sont ensuite revenus devant la mairie, en scandant des slogans hostiles à la politique d'Hortefeux. La mobilisation continue jusqu'à la libération de Vazgen et l'obtention de papiers pour les siens. Tant qu'ils ne seront pas là, on ne lâchera pas !

François Boudet

Chambéry, cinq militants syndicaux et un journaliste en correctionnelle

Sous l'impulsion d'un puissant collectif de lutte, le mouvement contre la casse de nos retraites a été remarquablement radical à Chambéry. Pendant un mois, les blocages ont été quotidiens, ce qui a permis d'entraîner les lycées dans la lutte. Paniquée par le mouvement lycéen, la préfecture de Savoie a répondu avec une remarquable brutalité : les manifestations de la jeunesse ont été brisées à coup de flash-ball, matraques et lacrymogène, la gendarmerie mobile allant jusqu'à prendre d'assaut un lycée de la ville. Depuis lors, la justice a pris le relais : le procureur a fait déférer 39 jeunes devant les tribunaux, dont la majorité a été condamnée à des peines souvent lourdes pour jets de pierre, sans autre preuve que des aveux extorqués pendant d'épuisantes gardes à vue. La répression n'a pas épargné non plus les militants syndicaux. Une instruction est ainsi en cours, pour un feu de palette devant un dépôt de carburant,

tandis qu'une enquête de police se poursuit pour trouver les responsables d'une coupure d'électricité qui a plongé dans le noir les participants à un banquet de l'UMP. Surtout, sous l'accusation d'avoir participé à un blocage de la gare de Chambéry, le procureur a convoqué jeudi 27 janvier, devant le tribunal correctionnel, cinq militants de la CGT et de SUD ainsi qu'un journaliste que la police poursuit de sa vindicte, après qu'il a mis sur un site d'informations alternatif les images des violences policières contre les lycéens chambériens. En vertu d'une loi de 1845, qui punit les entraves à la circulation des trains, les accusés risquent jusqu'à six mois de prison. Après avoir restreint le droit de grève, tant par les lois sur le service minimum que par le



Chambéry, le 15 octobre 2010. Arrestation de lycéennes (JLM)

terrorisme patronal qui sévit dans la plupart des entreprises, la bourgeoisie cherche désormais à nous retirer notre droit à bloquer l'économie, sans lequel aucune des conquêtes du mouvement ouvrier n'aurait été possible. La riposte devant être à la mesure de l'attaque, les syndicats chambériens appellent dans plusieurs secteurs

à la grève pour le jeudi 27 janvier. Ce jour-là, un rassemblement aura lieu dès 8 heures devant le palais de justice de Chambéry, afin de soutenir nos camarades et de dénoncer les tentatives du pouvoir sur criminaliser la lutte syndicale et le droit d'information.

Laurent Ripart

Vote des budgets des conseils régionaux

La saison des fêtes fut aussi celle du vote des budgets des conseils régionaux. Nous avons choisi d'éclairer trois situations. En règle générale, les élus du Front de gauche, quelles que soient les critiques portées publiquement contre l'orientation du Parti socialiste, ont voté les budgets. Le Limousin fait à cet égard figure d'exception. Voter le budget signifie valider concrètement la politique menée par le PS, notamment le volet qui concerne les subventions aux entreprises. Cela démontre à nouveau qu'à l'épreuve du feu, les déclarations d'intention n'y suffisent pas. Pour demeurer indépendant, il faut refuser toute solidarité de gestion avec la majorité. Enquête en Midi-Pyrénées, Limousin et Rhône-Alpes.

Midi-Pyrénées : budget contraint ou rigueur ?

Midi-Pyrénées subit comme les autres régions les conséquences de la crise et de la politique du gouvernement. Ainsi, le différentiel cumulé depuis 2005 entre les dépenses et les compensations de l'État est estimé à 96 millions d'euros fin 2010 et devrait atteindre 125 millions d'euros fin 2011. Pour le président Martin Malvy, la situation très saine de la région permet d'assurer pour 2011 un budget «*contraint mais pas de rigueur*». Il est vrai que Midi-Pyrénées est dans le peloton de tête de l'investissement par habitant, et reste la moins endettée par habitant. En fait, les baisses budgétaires importantes sont relativisées par le fait que nombre d'actions ont déjà été réalisées et ne pèsent plus sur les budgets à venir (rail,

lycées, routes). Mais cet atout ne durera que deux ou trois ans tout au plus. Dans la section fonctionnement, des économies substantielles seront réalisées, allant de 10% à 50% : parc auto, papier, communications, réceptions, manifestations. On peut se demander pourquoi de telles économies n'ont pas été programmées plus tôt. Ce budget n'a pas essayé de critique majeure de la part des partenaires du PS. EÉ-Les Verts se félicitent de la place de l'économie sociale et solidaire et des avancées de la «*conversion écologique et solidaire des territoires*». Le seul point de discorde reste le financement de la ligne LGV Bordeaux-Toulouse. Mais dans son intervention, F. Simon, au-delà de toutes les critiques que le NPA partage par ailleurs, acceptait les 14 millions d'euros inscrits en provision, en espérant

que les positions évolueraient, mais annonçant à l'avance le refus de signer toute convention de financement. Pure illusion, vu la détermination de Malvy. Une grosse couleuvre avalée au nom de la solidarité budgétaire. Du côté du Front de gauche (4 PCF, 2 PG et Christian Picquet pour la GU), pas de problème non plus. Certes, face à la crise et à la politique du gouvernement, Nicole Fréchoux a mis l'accent sur la nécessité de construire un rapport de forces, d'une action des 21 régions dirigées par le PS et ses alliés (par exemple pour exiger la généralisation du versement transport à toutes les entreprises), sous peine d'en arriver à «*une gestion de la pénurie en s'enfonçant dans le cadre néolibéral*». Les seules critiques ont porté sur l'aide à l'enseignement privé (pour la forme), sur l'augmentation du taux de

la TIPP (très antisociale et anti-écologique), et sur certaines aides aux entreprises. Pour notre part, les politiques menées depuis 1998 par le PS et ses alliés (enseignement privé, aides aux entreprises, formation professionnelle toujours aussi opaque et véritable fromage pour le secteur privé, programmes routiers) justifient à elles seules une abstention. Dans ce cas particulier, et sans sous-estimer l'étranglement mis en œuvre par le gouvernement, le financement de la LGV, l'augmentation du taux de la TIPP, la volonté d'accroître les aides aux PME (via certains contrats d'appui), mais aussi l'absence de lutte coordonnée des régions contre le gouvernement, justifiaient largement un vote contre.

Limousin : le droit à la différence

Petite région par la taille et le nombre d'habitants (750 000), le Limousin est inscrit à gauche avec un rapport de forces de deux tiers/un tiers avec la droite. Région rurale marquée par l'importance de la filière bois et une agriculture de petites exploitations (polyculture-élevage), le secteur public concentre 31% des emplois (contre 21 en France). Le secteur industriel y est très faible et 94% des entreprises ont moins de 50 salariés (dont 72% moins de 10). Entretien avec Stéphane Lajaumont (conseiller régional NPA en Limousin, avec Véronique Mometeau).

si nous en votons certains, bien évidemment (réparations dans les lycées, subventions aux associations culturelles, aides à la filière bio, solidarité internationale, etc.), nous n'hésitons pas à voter contre dès que c'est nécessaire ! Il suffit de se référer aux comptes rendus que nous rédigeons après chaque séance pour s'en convaincre (www.terredegauche.fr).

Comment abordez-vous le conditionnement des aides économiques ?

55 millions d'euros (sur un budget de 450 millions) sont consacrés au développement économique avec un nombre incalculable d'aides. Nos interventions ont permis de médiatiser l'inutilité de certaines d'entre elles, mais aussi les dérives multiples (pas de plafonnement, cumul possible...) et l'absence de conditions sociales, démocratiques ou environnementales, permettant d'utiliser le levier que représente l'argent public pour imposer d'autres choix politiques de développement. Et ce, d'autant plus qu'une part importante des aides est concentrée autour des pôles de compétitivité.

Comment cela s'est-il traduit lors du vote du budget et pourquoi ?

La charte de Limousin Terre de Gauche prévoit

de rechercher si possible un point d'équilibre entre les élus PCF, PG et NPA, mais la liberté de vote est garantie. Lors du vote par chapitres nous avons rejeté certains budgets (Ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers, lycées privés, aides économiques...). Le vote global restitue l'évaluation de ces différents points. Après débat, les cinq autres élus ont voté en abstention et j'ai voté contre, estimant que le compte n'y était pas. Véronique, pour sa part, a tenu à encourager l'évolution du PCF, en s'abstenant. C'est la première fois depuis 1986 en Limousin qu'il y a une prise de position critique à gauche et non un vote unanime.

Deux élus du NPA dans un conseil régional. Est-ce positif ?

Nous avons réintroduit le débat politique à gauche sur les choix de gestion (ce qui fait régulièrement grogner les élus socialistes qui nous rendent responsables de l'allongement de la durée des débats...). Nous leur apprenons aussi le droit à la différence et non au vote bloqué, le doigt sur la couture du pantalon. Par ailleurs, nous avons, en plusieurs occasions, permis aux luttes d'influencer les débats, que ce soit sur les retraites, la Palestine ou, plus localement sur la LGV ou les tarifs de demi-pension des lycées.

Rhône-Alpes : la continuité libérale

Le budget 2011 du conseil régional Rhône-Alpes voté en décembre dernier s'inscrit dans la continuité des politiques libérales menées par son président Queyranne. Déclinant au niveau régional la politique de Sarkozy, il donne la priorité aux dépenses d'investissement au détriment des dépenses de fonctionnement. Il confirme aussi toutes les orientations libérales du conseil régional, qui se caractérisent en particulier par le maintien de subventions directes ou indirectes aux entreprises ou encore par la réduction des moyens pour les personnels techniques des lycées. Il accompagne aussi les reculs actuels sur les TER, dont le service va en se détériorant,

en raison principalement des choix effectués en faveur du TGV et des politiques de libéralisation et de substitution de cars aux trains. Adopté par l'ensemble des groupes de gauche (PS, Front de gauche, PRG, Europe Écologie-Les Verts), ce budget, qualifié «*d'offensif et responsable*» par la majorité régionale, montre que le PS est une nouvelle fois parvenu à satelliser ses partenaires. Alors même qu'il prévoit un soutien inconditionnel aux JO d'Annecy, aux nanotechnologies, aux pôles de compétitivité et à nombre d'autres projets antiécologiques, les élus d'Europe Écologie ont tous voté en sa faveur, le président du groupe, Eric Piolle, expliquant :

«*on est dans la majorité, on porte les politiques*». Quant au groupe du Front de gauche, il semble avoir oublié ses déclarations grandiloquentes de campagne et s'est une nouvelle fois couché devant le PS, n'hésitant pas à voter un budget aussi antisocial. Pour justifier son vote, il se félicite d'y avoir apporté quelques améliorations qui s'élèvent à 4,2 millions d'euros, soit moins de 0,2% du budget total d'un montant de 2,42 milliards d'euros : c'est ce que l'on appelle «*peser sur le PS*» ! Seul élu à se désolidariser de son groupe, Armand Creus (Gauche unitaire) a toutefois choisi de s'abstenir, expliquant qu'il ne pouvait voter contre le budget, afin de ne pas mélanger sa voix à celle «*de*

la droite sarkozienne et au FN». Le budget 2011 du conseil régional montre que les élections de mars dernier n'auront constitué qu'une campagne pour rien. Les orientations libérales du PS perdurent et les critiques souvent très vives qu'Europe Écologie et le Front de gauche avaient fait entendre pendant la campagne sont désormais totalement étouffées par la solidarité de gestion. Décidément, il ne peut y avoir d'élus utiles pour le mouvement social s'ils ne conservent pas leur indépendance envers un PS, qui s'avère plus soucieux de servir les profits des entreprises que d'être un point d'appui aux luttes contre la droite.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
| | | | | | | | | | | | | | | | | |

N° DE COMPTE
| | | | | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB
| | | | |

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

- Tarif standard**
- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros
- Mensuel 6 mois 1 an
22 euros 44 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



C'est le nombre de personnes qui sont mortes de froid en Hongrie, depuis la fin septembre, principalement à cause de l'absence de chauffage dans leur logement. Ce dramatique bilan est le reflet de la détérioration des conditions de vie que connaît ce pays où l'appauvrissement touche maintenant aussi la classe moyenne. C'est ce qu'a dénoncé dans une conférence de presse le Forum social hongrois, le jour même où la Hongrie prenait la présidence de l'Europe libérale. Pour mettre fin à cette hécatombe, il exige, dans l'immédiat, la fourniture gratuite de gaz et d'électricité aux pauvres et l'ouverture d'abris publics chauffés.

Eurand. Le 6 janvier, les salariés du groupe pharmaceutique Eurand France, ont appris la fermeture de leur usine de Nogent-sur-Oise. Bien que l'activité du groupe soit rentable, enregistrant même des bénéfices records en 2010, le groupe souhaite se débarrasser de sa filiale française, laissant ainsi 28 personnes sur le carreau. Pendant un an, celles-ci ont été baladées de promesses en menaces : baisse délibérée des commandes pour faire chuter le chiffre d'affaires, OPA d'un groupe canadien, promesses non tenues d'embaucher les intérimaires et de signer avec un repreneur, etc. Jusqu'à l'annonce fatale : la fermeture du site est prévue pour le 31 mars 2011. D'ici-là, les salariés qui se connaissent tous, continuent le combat qu'ils mènent depuis un an pour sauver leurs emplois ou, au pire, monnayer au plus cher leur départ, afin de faire comprendre aux licenciés ce qu'il en coûte de traiter des travailleurs comme des variables d'ajustement.

Faucheur fauché. Pierre Azelvandre, un faucheur solitaire d'OGM, a été lourdement condamné à Colmar à un mois de prison avec sursis, 2000 euros d'amende et 50 000 euros de dommages-intérêts à verser à l'Institut national de recherche agronomique (Inra). Ce jugement fait suite à l'appel de l'Inra qui n'avait obtenu qu'un euro

symbolique de dommages-intérêts en première instance. Pierre Azelvandre est accusé d'avoir sectionné, en septembre 2009, 70 porte-greffes de vignes OGM cultivés en plein champ. 60 autres faucheurs qui ont agi postérieurement sur les mêmes plants vont également être bientôt jugés. Ces plants de vigne n'étaient certes pas destinés à être commercialisés et faisaient partie d'une recherche contre le court-noué, une maladie très répandue de la vigne. Mais, contrairement à ce qu'affirme l'Inra, cette culture n'était pas sans danger pour l'environnement car, en plein champ, elle risquait d'entraîner une contamination irréversible d'autres espèces végétales. Nous ne nous opposons pas aux recherches sur les OGM mais elles doivent être menées en laboratoire.

Stéphane Hessel censuré. Une conférence-débat de soutien au peuple palestinien et de défense de la légalité de la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) était prévue mardi 18 janvier à l'École normale supérieure de Paris (ENS), avec Stéphane Hessel, Leïla Shahid, déléguée générale de Palestine auprès de l'Union européenne, Haneen Zoabi, députée arabe israélienne, Michel Warschawski et bien d'autres. La salle leur a été refusée au dernier moment par la directrice de l'ENS, Monique Canto-Sperber,

invoquant des raisons de sécurité. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a dénoncé la réunion comme « antisémite » et se vante d'être à l'origine de l'interdiction par ses pressions auprès de Valérie Pécresse. Un rassemblement « contre la censure et pour la défense de la liberté d'expression » était prévu mardi soir, place du Panthéon.

Le Girardin, plus fort que le bouclier fiscal. Une niche fiscale, issue de la loi Girardin votée en 2003, permet aux contribuables les plus fortunés, parmi lesquels des dirigeants de CAC 40, d'échapper en grande partie ou totalement à l'impôt sur le revenu. Ce dispositif permet de déduire de sa déclaration de revenus des investissements réalisés dans les DOM-TOM. Il a coûté à l'État 767 millions d'euros, dépassant le coût du bouclier fiscal (679 millions d'euros), et a bénéficié à 12 000 contribuables bien conseillés, essentiellement des grandes fortunes. 44 d'entre eux se sont partagés 80 millions d'économies selon *Le Nouvel Observateur*. Parmi eux, Franck Riboud de Danone, Bernard Charlès de Dassault Systèmes ou encore Antonio Belloni de LVMH qui font partie des patrons les mieux payés de France. Ainsi, Patrick Quart, ancien conseiller de Sarkozy à l'Élysée, aujourd'hui à LVMH, a investi 300 000 euros et obtenu

400 000 euros de réductions d'impôts ! La même niche « Girardin » existe pour l'impôt sur les sociétés, ce qui fait un coût au total pour l'État de 1,2 milliard.

Un pot aux Archives. Le 13 janvier, la CGT Archives a organisé un pot de début d'année aux Archives nationales de Paris, que les agents occupent depuis quatre mois pour s'opposer au projet gouvernemental d'y implanter une maison de l'histoire de France (*lire Tout est à nous ! n° 83*). Alors que les Archives sont déjà saturées, le rez-de-chaussée serait remplacé par une frise retraçant l'histoire de France. À terme, l'objectif du gouvernement, outre de réécrire l'histoire à sa sauce, est de supprimer les moyens (postes, budget, locaux) de conservation et de consultation des archives nationales. En Île-de-France, sur les trois sites de stockage (Paris, Fontainebleau, Pierrefitte), seul Pierrefitte, en construction, serait sauvé et transformé en établissement public, avec ce que cela implique en termes de privatisation et de précarisation. Malgré les menaces d'expulsion et d'annulation d'exposition de la part du ministère de la Culture, les salariés tiennent bon. Leur pétition a déjà recueilli 7 000 signatures (dont de nombreux historiens et universitaires) et ils

poursuivent l'occupation, se relayant de jour comme de nuit, jusqu'à la victoire.

L'Éducation en lutte. Les syndicats de l'Éducation appellent à une journée de mobilisation le samedi 22 janvier à Paris. En effet, le budget 2011 est une totale catastrophe pour l'Éducation nationale. Le chiffre est tombé : 16 000 nouvelles suppressions de postes dans toute la France. Ajoutées à toutes celles des années passées, autant dire que l'avenir est peu réjouissant. À la rentrée prochaine il faudra faire avec 8 967 postes de moins en primaire, 4 800 dans le secondaire (collèges et lycées) et 600 administratifs, sachant que dans le même temps on attend 8 900 nouveaux élèves en primaire et 48 500 dans le secondaire. Si le gouvernement nous explique que les postes supprimés sont ceux comptabilisés « en surnombre », concrètement ce sont les remplaçants, les assistants de langue, les Rased qui seront éjectés les premiers. Quant à la fermeture des classes, elle sera bien évidemment synonyme d'augmentation du nombre des élèves... De quoi mettre massivement tous ceux et toutes celles qui défendent une école publique de qualité dans la rue.

CENTRE DE RÉTENTION

Les centres de la honte



Centre de rétention de Palaiseau (Essonne), le 10 janvier. Une délégation du NPA et de RESF a rendu visite à Samana Tshibuyi, Congolais sans papiers, dans le centre où il était enfermé depuis des semaines. Samana, père de deux enfants nés en France et scolarisés à Juvisy, a été libéré le 13 janvier au soir, après 28 jours de rétention pendant lesquels il a reçu soutiens et visites, notamment de sa compagne. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

NO COMMENT

Y a la raison d'État et y a du cynisme, je suis d'accord, mais j'assume cette phrase : « Plutôt Ben Ali que les barbus »

CHRISTOPHE BARBIER,

LE 14 JANVIER

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®